

LE CLIMAT, VICTIME COLLATÉRALE DES DÉPENSES MILITAIRES

Ou comment les dépenses militaires
accélèrent la dégradation du climat



TIPPING POINT
NORTH SOUTH

Stop
Wapenhandel


tni
transnationalinstitute

✉ **Abonnez-vous à notre newsletter:**
www.tni.org/en/subscribe

ou scannez le code QR :



AUTEURS : Mark Akkerman, Deborah Burton, Nick Buxton, Ho-Chih Lin, Muhammed Al-Kashef, Wendela de Vries

RÉDACTEUR : Nick Buxton

RÉVISEURE : Deborah Eade **CONCEPTION :** Evan Clayburg

PUBLIÉ PAR :

Transnational Institute – www.TNI.org

Stop Wapenhandel – www.stopwapenhandel.org

Tipping Point North South – www.tippingpointnorthsouth.org

Global Campaign on Military Spending (GCOMS) – www.demilitarize.org

TRADUCTION PAR : Danièle Fayer-Stern (GRIP - www.grip.org)

REMERCIEMENTS : Nous remercions Benjamin Neimark, Daniel Willis, Josephine Valeske, Niamh Ni Bhriain et Stuart Parkinson pour leurs précieux commentaires et réactions sur les premières versions de ce rapport.

Novembre 2022

Le contenu du rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source soit correctement citée. TNI apprécierait de recevoir un exemplaire ou un lien vers le texte qui cite ou exploite le rapport. Veuillez noter que les droits d'auteur des images restent la propriété des photographes.

<http://www.tni.org/copyright>

SOMMAIRE

Résumé exécutif	1
Les plus grands dépensiers militaires sont les plus grands émetteurs	8
Émissions militaires	10
Dépenses militaires depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie	11
Financement climatique ou dépenses militaires	15
Financements climatiques déclarés	15
Financements climatiques réels	15
Les financements climatiques comparés aux dépenses militaires	16
L'augmentation des dépenses militaires affectera-t-elle le financement climatique ?	17
Exportations d'armes et assistance militaire	18
L'Égypte et la COP27 : le « greenwashing » d'un État militaire	24
L'armée peut-elle devenir verte ?	28
Les obstacles à la réduction des émissions	30
Les objectifs militaires passent avant les objectifs climatiques	32
Réaffecter les dépenses militaires au bénéfice des pays vulnérables au climat	35
Promesses non tenues et fonds insuffisants	36
Réaffecter les dépenses militaires pourrait contribuer à combler le déficit de financement	36
Construire une transition juste	38
Conclusion	40

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Lors du sommet annuel sur le climat (COP27) qui s'est tenu en Égypte en novembre 2022, de nombreuses questions ont été abordées, mais les dépenses militaires ne figuraient pas à l'ordre du jour officiel. Pourtant, comme le montre ce rapport, les dépenses militaires et les ventes d'armes ont un impact profond et durable sur les capacités de faire face à la crise climatique, et plus encore, pour le faire d'une manière qui favorise la justice. Chaque dollar dépensé pour l'armée augmente non seulement les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais détourne aussi les ressources financières de la lutte contre l'une des plus grandes menaces existentielles que l'humanité ait jamais connue, ainsi que les compétences et l'attention que celle-ci requiert. En outre, l'augmentation constante des flux d'armes dans le monde entier jette de l'huile sur le feu climatique, attise la violence et les conflits et aggrave les souffrances des communautés les plus vulnérables à la dégradation du climat.

Les dépenses militaires et les émissions de GES suivent la même courbe ascendante, et celle-ci est abrupte. Les dépenses militaires mondiales sont en hausse depuis la fin des années 1990, bondissant depuis 2014 pour atteindre le montant record de 2 000 milliards USD en 2021. Pourtant, les pays même qui affichent les plus grandes dépenses militaires sont incapables de trouver ne serait-ce qu'une fraction des ressources nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique ni de prendre le moindre engagement en ce sens.

Voici ce qui ressort de notre étude :

Les pays les plus riches et les plus responsables de la crise climatique effectuent davantage de dépenses militaires qu'ils ne contribuent financièrement à la lutte contre la dégradation du climat.

- **Les pays les plus riches** (selon le classement de l'Annexe II des négociations des Nations unies sur le climat) **dépensent 30 fois plus pour leurs forces armées que pour financer les actions pour le climat dans les pays les plus vulnérables**, ce qu'ils sont pourtant légalement tenus de faire.
- **Sept des dix premiers émetteurs historiques figurent également parmi les dix premiers dépensiers militaires mondiaux** : par ordre de grandeur, les États-Unis sont de loin les plus dépensiers, suivis de la Chine, de la Russie, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de l'Allemagne. Les trois autres pays de ce « top 10 » – l'Arabie saoudite, l'Inde et la Corée du Sud – sont également de gros émetteurs de GES.
- **Entre 2013 et 2021, les pays les plus riches (Annexe II) ont dépensé 9,45 trillions USD pour leurs forces armées**, soit 56,3 % du total des dépenses militaires mondiales (16,8 trillions USD), alors qu'on estime qu'ils ont effectué pour 243,9 milliards USD de dépenses supplémentaires pour le climat. Les dépenses militaires ont augmenté de 21,3 % depuis 2013.

Les dépenses militaires augmentent les émissions de GES

- Selon un rapport publié en 2022 par le *Scientists for Global Responsibility*, **l'empreinte carbone de l'armée mondiale représente environ 5,5 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre**. À titre de comparaison, l'aviation civile représente 2 % des émissions mondiales de GES.
- En termes de consommation de carburant, si les **forces armées du monde étaient classées** comme un seul pays, elles seraient le **29^e plus grand consommateur de pétrole au monde**, juste devant la Belgique et l'Afrique du Sud.
- Selon d'autres estimations du *CEOBS* (Conflict Environment Observatory) et de *Scientists for Global Responsibility* (SGR), l'empreinte carbone militaire annuelle est évaluée à **205 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone pour les États-Unis** et à **11 millions de tonnes pour le Royaume-Uni**. Quant à la France, elle compte pour environ un tiers des **24,8 millions de tonnes estimées pour l'Union européenne**.

Rien n'étaye la possibilité d'une armée « verte ».

Les forces armées des pays les plus riches vantent de plus en plus leurs efforts pour lutter contre le changement climatique, citant notamment l'installation de panneaux solaires sur les bases, la construction de protections contre l'élévation du niveau de la mer et le remplacement des combustibles fossiles dans certains matériels militaires. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit davantage de battage médiatique que de progrès substantiels :

- **Dans la plupart des stratégies militaires nationales sur le climat, les objectifs de réduction sont vagues et non définis**. Par exemple, la France affirme avoir réduit la consommation de combustibles fossiles de ses bases militaires de 22 % depuis 2010 et s'engage à la réduire encore de 30 %. Mais aucun objectif n'est fixé pour sa consommation de carburant opérationnel, qui est supposée couvrir 75 % de la consommation d'énergie militaire.
- **Les armées n'ont pas su trouver des carburants alternatifs valables pour les transports et les équipements utilisés lors des opérations et des exercices**. Ces carburants représentent 75 % de la consommation d'énergie des armées. Le carburéacteur représente à lui seul 70 % du carburant utilisé par les armées, suivi de la propulsion navale et, dans une moindre mesure, des véhicules terrestres. L'aviation militaire est confrontée aux mêmes défis que l'aviation civile : les carburants alternatifs sont encore trop chers, leur disponibilité est limitée et ils ne sont pas durables.
- **La plupart des objectifs déclarés de « Zéro émissions nettes » reposent sur de fausses hypothèses**. Ils sont censés être atteints grâce à des technologies qui n'existent pas encore à l'échelle, telles que la capture du carbone, ou de combustibles de substitution dont les coûts sociaux et environnementaux sont très élevés.
- **En attendant, l'armée continue de développer de nouveaux systèmes d'armes encore plus polluants**. Par exemple, les chasseurs F-35A consomment environ 5 600 litres de pétrole par heure, contre 3 500 pour les chasseurs F-16 qu'ils remplacent. Comme les systèmes militaires ont une durée de vie de 30 à 40 ans, cela signifie qu'il faudra continuer d'utiliser ces systèmes très polluants pendant de nombreuses années.

En outre, les alliances militaires telles que l'OTAN ont clairement indiqué qu'elles ne compromettraient pas leur domination militaire pour lutter contre le changement climatique. Celui-ci n'est abordé dans les différents plans de sécurité nationale que dans les appels à augmenter les dépenses militaires pour faire face à cette « menace », plutôt que comme la nécessité de réduire ou repenser leurs opérations.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait exploser les dépenses militaires et leurs émissions.

L'invasion russe de l'Ukraine en 2014, et en particulier l'énorme escalade depuis février 2022, a été utilisée pour approuver des augmentations majeures de dépenses militaires (et, par conséquent, des émissions de GES), sans la moindre prise en compte apparente des impacts climatiques, ni par la Russie, ni par les 30 pays membres de l'alliance de l'OTAN.

- La **Commission européenne estime que ses États membres augmenteront leurs dépenses militaires d'au moins 200 milliards EUR**, en combinant des fonds supplémentaires *ad hoc* et des augmentations structurelles à plus long terme. Les États-Unis ont approuvé un budget militaire record de 840 milliards USD pour 2023, et **la France a annoncé des dépenses militaires supplémentaires de 3 milliards EUR en 2022**. La Russie a approuvé une augmentation de 27 % de ses dépenses militaires depuis 2021, ce qui portera ses budgets à un total de 83,5 milliards USD en 2023. Les **objectifs climatiques ont été rapidement évacués** au profit d'objectifs militaires. Rien qu'en 2022, 476 avions de chasse, parmi les plus gourmands en carburant, les F-35, ont été commandés – 24 pour la République tchèque, 35 pour l'Allemagne, 36 pour la Suisse, 6 de plus pour les Pays-Bas en plus des commandes précédentes, et 375 pour les États-Unis.
- **La guerre détourne déjà les ressources du financement climatique au profit des dépenses militaires.** En juin 2022, le Royaume-Uni a transféré de l'argent de son budget de financement climatique pour contribuer au forfait de soutien militaire à l'Ukraine à concurrence d'1 milliard GBP. Le gouvernement norvégien a suspendu tous ses débours d'aide au développement, en ce compris le financement climatique, afin « d'anticiper » les conséquences potentielles de la guerre en Ukraine.

Le grand gagnant de cette explosion de dépenses militaires est l'industrie de l'armement.

L'industrie de l'armement est en plein essor grâce à l'augmentation mondiale des dépenses militaires et s'est diversifiée dans des secteurs comme le contrôle des frontières et la gestion de l'immigration. L'Agence européenne de défense (AED) a indiqué en 2021 que « l'augmentation mondiale des investissements dans la défense a le plus fortement bénéficié à l'acquisition de nouveaux équipements » au cours des dernières années. Après l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, et en particulier après que l'Allemagne a annoncé une augmentation de 100 milliards EUR, les cours des actions des grandes entreprises d'armement se sont envolés.

Les pays les plus riches exportent des armes vers les pays les plus vulnérables au changement climatique, alimentant ainsi les conflits et les guerres dans un contexte de dégradation du climat.

- **Les pays les plus riches (Annexe II) ont représenté 64,6 % de la valeur totale des transferts internationaux d'armes (2013-2021).**
- **La France est le troisième exportateur d'armes au monde (2013-2021), responsable de 8,9 % des transferts d'armes dans le monde.**
- **Les pays de l'Annexe II ont exporté des armes vers les 40 pays les plus vulnérables au changement climatique.** Treize de ces pays sont impliqués dans des conflits armés, 20 ont des régimes autoritaires et 25 font partie des pays dont le niveau de développement humain est le plus faible. Certains d'entre eux font également l'objet d'un embargo sur les armes imposé par les Nations unies et/ou l'UE (Afghanistan, République centrafricaine, Myanmar, Somalie, Soudan, Yémen et Zimbabwe).
- **La France exporte des armes vers 17 de ces pays vulnérables au climat :** Bénin, Éthiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Kenya, Laos, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, Pakistan, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone et Tchad.
- La Russie et la Chine, deuxième et quatrième plus gros exportateurs d'armes, en exportent également vers des pays climatiquement vulnérables et sont connues pour ignorer les embargos internationaux sur les armes. Entre 2013 et 2021, **la Chine et la Russie ont exporté des armes respectivement vers 21 et 13 des pays les plus vulnérables au climat.**

Non seulement ces exportations d'armes détournent des fonds nécessaires pour atténuer le changement climatique et s'y adapter, mais elles risquent également d'alimenter les conflits, la répression et les violations des droits humains pour les populations les plus exposées au changement climatique. Il s'agit en quelque sorte d'une « maladaptation » au changement climatique.

L'Égypte est l'un des nombreux pays soutenus par des contrats d'armement plutôt que par des actions en faveur du climat.

L'Égypte a accueilli les négociations des Nations unies sur le climat, la COP27, en novembre 2022, mais elle se distingue bien plus par ses dépenses militaires que par son action en faveur du climat.

- **Entre 2017 et 2021, l'Égypte a été l'un des cinq plus grands importateurs d'armes, recevant 5,7 % des importations mondiales. Ses principaux fournisseurs sont la Russie (41 %), la France (21 %) et l'Italie (15 %).** Elle bénéficie également d'un soutien pour sa police et ses garde-frontières de la part des États membres de l'UE, en particulier l'Allemagne.
- **En 2015 et 2021, l'Égypte a versé 5,2 milliards EURs et 4,2 milliards EURs à des entreprises d'armement françaises** pour l'achat d'un porte-hélicoptères Mistral, de deux frégates FREMM, de quatre corvettes GOWIND, de 24 avions de chasse Rafale, de missiles et de logiciels d'espionnage.

- **Pourtant, l'Égypte a conclu des contrats de combustibles fossiles d'une valeur de 74 milliards USD depuis 2014**, notamment avec des entreprises américaines comme ExxonMobil et Chevron ; n'a pas élaboré de plans efficaces d'adaptation climatique et réprime activement les activistes pour le climat et la démocratie, notamment dans les semaines qui ont précédé la COP27.

Les dépenses militaires pourraient financer un New Deal vert mondial

Les pays les plus riches n'ont jamais tenu leurs promesses de fournir un financement climatique annuel – pourtant déjà insuffisant – de 100 milliards USD aux pays les plus vulnérables au climat. Ils refusent également de prendre des engagements concrets pour compenser des pertes et dommages de plus en plus importants, tels que les inondations au Pakistan et la sécheresse dans la Corne de l'Afrique en 2022.

- **Une année de dépenses militaires effectuées par les dix plus grands dépensiers permettrait de financer les engagements internationaux en matière de climat pendant 15 ans (à raison de 100 milliards USD par an).**
- **Soixante-dix milliards USD pourraient être dégagés pour l'adaptation au changement climatique avec seulement 4 % de ce que les 10 premiers pays** (États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni, Russie, France, Allemagne, Arabie saoudite, Japon et Corée du Sud) **dépensent annuellement** pour l'armée (un rapport de 1:23) et 3 % des dépenses militaires mondiales annuelles (1:30).
- Si l'on ajoute à cela d'autres propositions de financement – comme la fin des subventions pour les combustibles fossiles, le décaissement des Droits de Tirage Spéciaux (DTS), de nouvelles taxes sur l'extraction des combustibles fossiles, les transactions financières, l'aviation et le transport maritime – les fonds sont plus que suffisants pour financer l'atténuation, l'adaptation ainsi que les pertes et dommages.

Face à la crise climatique et aux signaux indiquant qu'un dangereux point de basculement est atteint à l'échelle planétaire, il est impératif de donner la priorité à l'action climatique et à la coopération internationale pour protéger ceux qui seront les plus touchés. Pourtant, en 2023, une course aux armements exacerbe la crise climatique et empêche sa résolution. Le moment ne pourrait pas être plus mal choisi. Pour faire face à la plus grande menace pour la sécurité humaine – l'urgence climatique – il est nécessaire que *tous les pays* – les membres de l'OTAN ainsi que la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies – travaillent ensemble pour privilégier le climat et non le militarisme. Aucun pays ne peut être en sécurité sur une planète en proie au dérèglement climatique.

INTRODUCTION



*Des soldats de l'armée américaine conduisent un Humvee lors des inondations dans le Dakota du Nord.
Crédit : US Army photo/Senior Master Sgt. David H. Lipp*

Après des années d'avertissement sur l'imminence d'une catastrophe climatique, l'année 2022 a clairement montré qu'il s'agit désormais d'une réalité. Des records de température ont été battus en Chine, en Europe, en Amérique latine et aux États-Unis, des inondations inimaginables ont laissé des pans entiers du Pakistan sous les eaux et la sécheresse menace de famine 22 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique. Ces événements ont forcé des millions de personnes à se déplacer et leurs répercussions économiques et sociales se feront sentir pendant des décennies au sein des familles et des communautés dont la vie a été bouleversée. Tout cela s'est produit après une augmentation de 1,3°C des températures moyennes mondiales par rapport aux niveaux de 1850. Or nous sommes sur la voie d'une augmentation anticipée de 3°C. Comparativement aux événements météorologiques extrêmes que ces trois degrés entraîneraient, ceux de 2022 sembleraient bénins.

En avril 2022, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a été sans équivoque : « Nous sommes sur la voie rapide de la catastrophe climatique. Et les résultats seront désastreux. Il y a urgence climatique »¹. Il a également fait remarquer que « les gouvernements et les entreprises les plus influents ne ferment pas seulement les yeux, ils jettent de l'huile sur le feu ». En effet, malgré 26 ans de négociations sur le climat, les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) continuaient d'augmenter en 2021, et il était presque couru d'avance que la COP27, organisée fin 2022, ne conviendrait pas des mesures contraignantes dont nous avons besoin.

Il est intéressant de comparer cette situation à l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en 2022, qui a entraîné la mobilisation de plus de 85,8 milliards USD d'aide étrangère², l'accueil de

7,5 millions de réfugiés à travers l'Europe, des sanctions sans précédent à l'encontre de l'agresseur, mais surtout, d'un point de vue climatique, une réorganisation majeure des systèmes énergétiques européens avec des coûts économiques importants pour de nombreux pays et leurs citoyens.

La réponse mondiale à l'invasion de l'Ukraine montre que cette guerre s'est révélée bien plus efficace comme moyen de mobilisation que d'autres situations d'urgence. Alors que les guerres continuent de faire rage dans d'autres parties du monde (Yémen, Myanmar et bien d'autres pays), cette réponse indique aussi que l'ordre géopolitique actuel donne la priorité à certaines victimes – à savoir aux Européens blancs – sur d'autres. Si le peuple ukrainien a grandement besoin de la solidarité et du soutien internationaux, il convient de noter que la communauté internationale n'a pas réussi à mobiliser une action politique concertée semblable pour répondre à l'urgence climatique, qui constitue pourtant une menace existentielle pour chaque nation.

La guerre en Ukraine – et l'augmentation massive des dépenses militaires et des ventes d'armes qu'elle a entraînée – exacerbe malheureusement aussi l'urgence climatique. Elle augmente les émissions militaires de GES alors que celles-ci doivent être radicalement réduites. Elle détourne vers des dépenses militaires les fonds qui devraient être investis dans l'action pour le climat et dévie l'attention politique de la nécessité de donner la priorité à la crise climatique et de financer une transition juste.

Cette récente poussée de militarisme prolonge en réalité une tendance de plus long terme : en effet, les dépenses militaires ont plus que doublé depuis la fin de la Guerre froide à la fin de 1991. Aux États-Unis, en Europe et ailleurs, le « complexe militaro-industriel » est devenu un acteur puissant qui a cherché à maximiser les tensions actuelles pour ses propres profits immédiats et sa réussite économique à long terme.

Alors que la guerre domine le débat politique, en particulier en Europe et aux États-Unis, il est essentiel d'examiner plus en profondeur les liens entre le monde militaire et le climat. Les dépenses militaires et les émissions de GES ont été largement absentes du débat politique. Le Pentagone américain est à lui seul le plus grand émetteur institutionnel de GES depuis plusieurs décennies, mais les émissions militaires ne sont toujours pas entièrement comptabilisées dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'expansion constante de l'armée et de l'industrie de la défense a également de profondes répercussions sur la disponibilité des ressources pour l'action climatique, ainsi que sur les infrastructures permettant de répondre à l'instabilité climatique.

Cette étude explore certains de ces liens et montre pourquoi les dépenses militaires et le commerce des armes devraient être pris en considération par toutes celles et ceux qui luttent pour la justice climatique et veulent une transition *pacifique* et juste.

LES PLUS GRANDS DÉPENSIERS MILITAIRES SONT LES PLUS GRANDS ÉMETTEURS

Il existe une forte corrélation entre les dépenses militaires et les émissions de GES. Les plus grands dépensiers militaires du monde sont aussi les principaux émetteurs d'hier et d'aujourd'hui. Leurs émissions militaires de GES sont considérables et contribuent à aggraver la crise climatique.

Le tableau 1 présente les dix principaux émetteurs historiques de GES³. Les États-Unis sont responsables d'environ 33,3 % de ces émissions entre 1850 et 2025, suivis par la Chine (11,7 %), la Russie, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, le Canada, la France, l'Australie et le Brésil. Sept d'entre eux figurent également parmi les dix plus grands dépensiers militaires mondiaux, à savoir les États-Unis, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, la France, le Japon et l'Allemagne⁴. Les trois autres pays parmi les dix plus grands dépensiers militaires – l'Arabie saoudite, l'Inde et la Corée du Sud – sont également d'importants émetteurs de GES.

TABLEAU 1. Émissions des plus grands émetteurs par rapport à leurs dépenses militaires mondiales (2013–2021)				
Rang en émissions de GES ⁵	Pays	Émissions de GES (%)	Dépenses militaires (en mds USD 2013-2021)	Rang en dépenses militaires (2013-2021)
1	États-Unis	33,3	6 243,36	1
2	Chine	11,7	1 975,89	2
3	Russie	5,8	630,06	3
4	Allemagne	4,8	413,80	9
5	Japon	4,3	435,16	8
6	Royaume-Uni	4,2	537,36	6
7	Canada	2,6	189,21	14
8	France	2,5	458,27	7
9	Australie	1,9	240,70	12
10	Brésil	1,8	236,50	13
Autres				
13-14	Arabie saoudite	1,3	629,14	4
13-14	Corée du Sud	1,3	367,20	10
25-29	Inde	0,5	558,07	5

Sources : Climate Equity Calculator, base de données des dépenses militaires du SIPRI

Cette étude se penche essentiellement sur ce que l'on appelle les pays de l'Annexe II⁶, c'est-à-dire les pays riches qui, selon les accords de l'ONU, portent une responsabilité particulière (et historique) pour la façon dont ils ont contribué à provoquer le changement climatique, à travers des décennies de niveaux élevés d'émissions de GES. Dans le cadre de la CCNUCC, ces pays se sont engagés à renforcer l'atténuation de leurs propres émissions et à fournir aux pays à faible revenu le soutien financier et l'expertise technique nécessaires pour les aider à atténuer le changement climatique et à s'y adapter (« financement climatique »). L'étude examine ces engagements et les compare aux investissements effectués dans les dépenses militaires.

La Chine et la Russie ne font pas partie des pays de l'Annexe II et, à ce titre, ne sont pas liées par ces engagements, mais il convient de remarquer qu'elles occupent les deuxième et troisième rangs en termes de dépenses militaires et de responsabilité historique en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Si leurs trajectoires de développement économique, leurs responsabilités

historiques et leurs émissions plus faibles par habitant les distinguent quelque peu des autres pays riches, leurs émissions actuelles ne les dispensent pas de leurs responsabilités et capacités croissantes en matière de financement climat. D'ici à 2025, les pays de l'Annexe II auront été responsables de 60,9 % du total des émissions de GES dans le monde depuis 1850, les États-Unis, le Royaume-Uni et les 27 États membres de l'UE représentant ensemble 53,7 % des émissions totales. Parmi les dix plus grands émetteurs historiques, sept sont des pays de l'Annexe II, la Chine, la Russie et le Brésil faisant exception. Pour la période 2013-2021, ces mêmes pays de l'Annexe II représentent ensemble 9,45 milliards USD, soit 56,3 % du total mondial des dépenses militaires (16,8 milliards USD). Leurs dépenses ont augmenté de 21,3 % depuis 2013, soit légèrement plus que la croissance moyenne de 20,3 % des dépenses militaires mondiales. Cinq des dix plus gros dépensiers sont des pays de l'Annexe II, tandis que la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Inde et la Corée du Sud occupent les places restantes, représentant 4 160 milliards USD de dépenses (voir tableau 2).

TABLEAU 2. Dépenses militaires 2013-2021 (en milliards USD courants)		
Rang	Pays	Dépenses
1	États-Unis	6 243,36
2	Chine (hors Annexe II)	1 975,89
3	Russie (hors Annexe II)	630,06
4	Arabie saoudite (hors Annexe II)	629,14
5	Inde (hors Annexe II)	558,07
6	Royaume-Uni	537,36
7	France	458,27
8	Japon	435,16
9	Allemagne	413,80
10	Corée du Sud (hors Annexe II)	367,20
Pays de l'Annexe II		
11	Italie	247,05
12	Australie	240,70
14	Canada	189,21
17	Espagne	151,66
20	Pays-Bas	97,88
28	Norvège	64,00
33	Suède	55,16
34	Grèce	50,67
36	Suisse	45,25
37	Belgique	44,70
39	Danemark	38,48
40	Portugal	37,97
45	Finlande	35,77
50	Autriche	29,29
55	Nouvelle-Zélande	22,65
66	Irlande	10,04
100	Luxembourg	2,90
	Islande ⁷	0
Total des pays de l'Annexe II		9 451,34
Total mondial		16 779,13

Émissions militaires

Comme indiqué précédemment, les dépenses militaires sont également à l'origine d'émissions de GES, car elles englobent des infrastructures, des équipements, des transports et des conflits qui dépendent fortement des combustibles fossiles.

Les pays ne sont pas tenus de déclarer leurs émissions militaires, en vertu d'une exemption pour laquelle le Pentagone a fait pression lors des négociations du protocole de Kyoto de 1997. Cette exemption demeure en vigueur, bien que l'Accord de Paris de 2015 ait permis à tous les pays de rendre compte de leurs émissions militaires sur une base volontaire. La plupart des pays de l'Annexe II publient effectivement certaines informations, mais comme le conclut le site internet « Military Emissions Gap » (un projet du *Conflict Environment Observatory* (CEOBS) et de *Concrete Impacts*), l'accès aux données reste faible, et implique que « les déclarations sont très inférieures » aux émissions réelles.

Un rapport de 2020 de *Tipping Point North South* a estimé l'empreinte carbone des industries militaires et d'armement mondiales à 5 % en 2017. Un rapport plus récent de novembre 2022 de *Scientists for Global Responsibility* a estimé l'empreinte carbone des armées mondiales à 5,5 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre⁸. En comparaison, l'aviation civile ne représente que 2,5 % des émissions mondiales de GES. En termes de consommation de carburant, si les armées du monde étaient classées comme un seul pays, elles seraient le 29^e plus gros consommateur de pétrole au monde, juste devant la Belgique et l'Afrique du Sud.

Les recherches menées par le CEOBS et *Scientists for Global Responsibility* (SGR) confirment que les pays de l'Annexe II comptent parmi les plus grands émetteurs, tout particulièrement les grands dépensiers militaires comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Selon les premières estimations de SGR, l'empreinte carbone militaire annuelle s'élève – en équivalent CO₂ – à 205 millions de tonnes pour les États-Unis et à 11 millions de tonnes pour le Royaume-Uni, la France représentant environ un tiers des 24,8 millions de tonnes estimées pour les États membres de l'UE. Selon Neta C. Crawford, professeur de relations internationales à l'université d'Oxford et codirectrice du projet *Costs of War*, entre 2001 et 2018, l'armée américaine a émis environ 1 267 milliards de tonnes de GES. Environ 40 % de ces émissions sont attribuées à la « guerre contre le terrorisme » et aux grandes interventions militaires en Afghanistan et en Irak.

À titre de comparaison, les recherches de SGR et de CEOBS ont montré que l'empreinte carbone militaire des 27 États membres de l'UE équivaut aux émissions de près de 14 millions de voitures, et que l'empreinte carbone du Royaume-Uni équivaut à six millions de voitures britanniques.

Il n'existe pas encore d'estimations des émissions des armées chinoises et russes. La Russie et la Chine ont déclaré certaines émissions à la CCNUCC en 2021 dans la catégorie 1A5, qui comprend l'utilisation de combustibles militaires, en indiquant qu'elles étaient respectivement responsables de 108 et 27,9 millions de tonnes de CO₂. Cependant, le CEOBS, qui a étudié ces chiffres, a déclaré qu'ils manquaient de précision et ne reflétaient pas les émissions réelles.

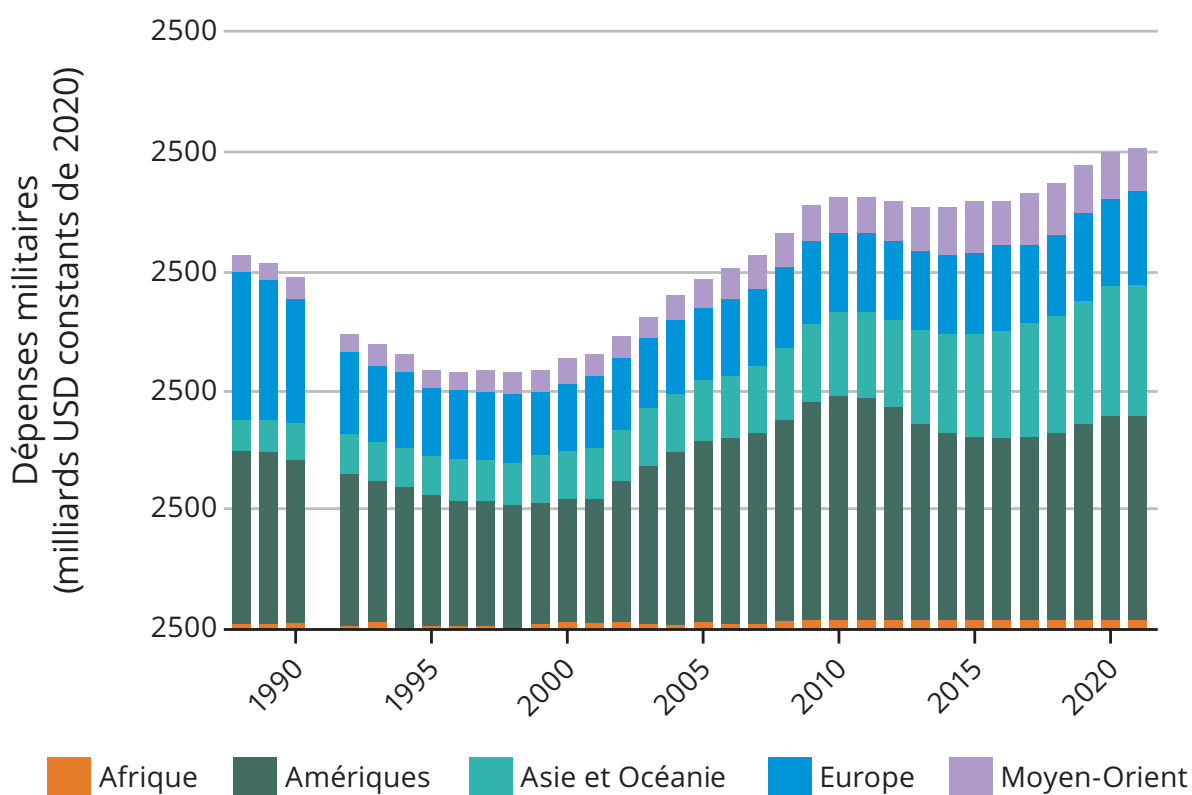
La guerre augmente considérablement les émissions. Selon le *Perspectives Climate Group* et *Tipping Point North South*, « les émissions dues à la destruction des stocks de carbone naturels ou artificiels pendant les guerres peuvent atteindre des centaines de millions de tonnes de CO₂ ».

(t CO₂), comme ce fut le cas avec la destruction des forêts au Vietnam et l'incendie des puits de pétrole au Koweït. L'incendie d'une grande ville peut émettre jusqu'à 10 millions de tonnes de CO₂ ». Ceci peut indirectement engendrer d'autres émissions, notamment pour la reconstruction des infrastructures et des villes, qui « peut facilement dépasser 100 millions de tonnes de CO₂ », ainsi que les changements des systèmes énergétiques, des forces du marché ou des politiques dans les pays touchés par les conflits. « Un conflit de grande ampleur tel que la guerre en Ukraine est susceptible d'avoir une incidence à court terme, car la transition des combustibles fossiles disponibles sur place (vers d'autres sources d'énergie *ndt*) sera ralentie. À moyen terme, l'utilisation des énergies renouvelables distribuées est susceptible d'être accélérée, mais la collaboration internationale pour développer des sources renouvelables à grande échelle dans des zones éloignées peut en pâtir. »

Dépenses militaires depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Les dépenses militaires mondiales ont connu une tendance constante à la hausse depuis la fin des années 1990, avec une poussée plus récente depuis 2014, date de la première invasion de l'Ukraine par la Russie (voir figure 1). En 2021, elles dépasseront pour la première fois les 2 000 milliards USD. Les niveaux de dépenses sont bien plus élevés qu'au plus fort de la Guerre froide. Dans le sillage de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie depuis février 2022, tout laisse présager de nouvelles augmentations d'ampleur dans les années à venir.

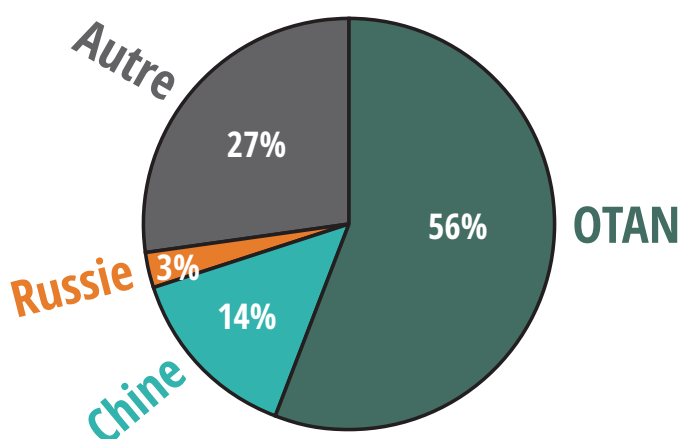
Figure 1. Dépenses militaires mondiales (1988-2021)



L'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'annexion de certaines parties de son territoire ont incité de nombreux pays de l'Annexe II à annoncer des augmentations importantes de leurs dépenses militaires. Les membres actuels de l'OTAN, ainsi que la Suède et la Finlande, pays candidats à l'adhésion, ont renouvelé leur engagement à atteindre l'objectif de l'OTAN consistant à consacrer au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires. La Commission européenne prévoit que les 27 États membres augmentent leurs dépenses d'au moins 200 milliards EUR, en combinant des fonds supplémentaires *ad hoc* et des augmentations structurelles à plus long terme⁹. L'Allemagne compte pour une grande partie de cette augmentation, avec un investissement militaire de 100 milliards EUR, mais d'autres pays de l'Annexe II comme la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne, ont également annoncé des milliards EUR par an de dépenses militaires supplémentaires, tout comme le Royaume-Uni¹⁰. Les États-Unis en sont historiquement à leur budget militaire le plus élevé. En juillet 2022, la Chambre des représentants a approuvé un projet de loi de 840 milliards USD pour l'année fiscale 2023¹¹. En avril 2022, le Canada a annoncé une augmentation des dépenses équivalant à 8 milliards USD pour les cinq prochaines années¹². Le gouvernement japonais a invoqué l'invasion russe ainsi que les menaces perçues de la part de la Chine et de la Corée du Nord pour justifier une forte augmentation des dépenses militaires¹³, tandis que le gouvernement australien a également décidé d'augmenter ses dépenses militaires au-delà de 2 % du PIB pour l'exercice 2022-2023¹⁴. Bien que le gouvernement ait invoqué la guerre en Ukraine, cette hausse semble davantage influencée par les préoccupations géopolitiques concernant la Chine¹⁵.

Le budget militaire de la Russie a lui aussi fortement augmenté dans le contexte de la guerre, passant de 65,9 milliards USD en 2021 à 83,5 milliards USD prévus en 2023¹⁶. La Chine a annoncé une augmentation de 7,1 % de ses dépenses militaires en mars 2022, mais cette augmentation était prévue avant l'invasion totale de l'Ukraine¹⁷. Alors que les dirigeants chinois invoquent la nécessité de moderniser les équipements et au vu des tensions croissantes avec les États-Unis en Asie de l'Est, il est vraisemblable que les dépenses militaires s'accroissent¹⁸.

Figure 2. Dépenses militaires mondiales (2021)

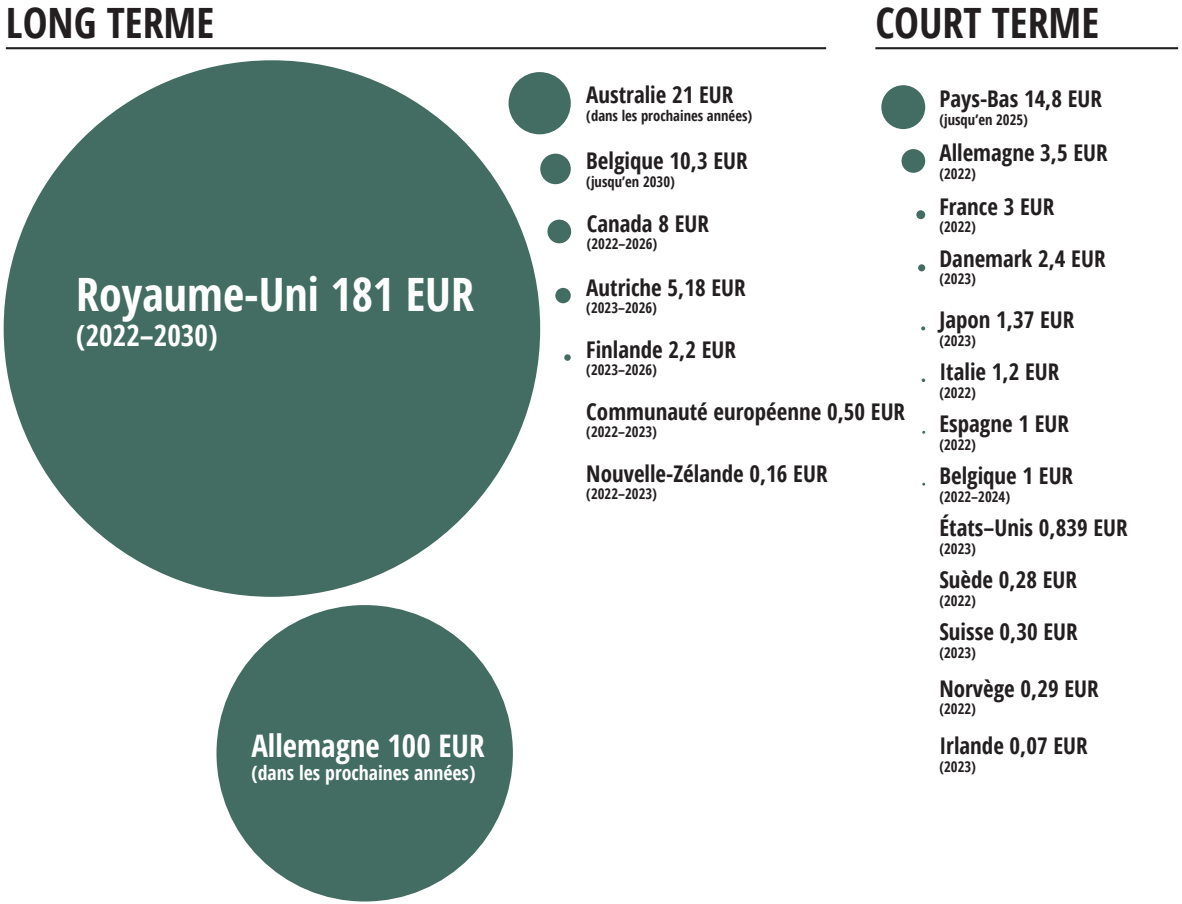


Source : SIPRI, Base de données des dépenses militaires

Dans bien des cas, ces considérables augmentations des dépenses militaires ont été adoptées avec relativement peu de débats parlementaires ou publics. Les gouvernements ont généralement fourni peu de motifs, si ce n'est de citer la Russie ou l'OTAN comme une menace et de revendiquer des années de faibles dépenses, rappelant que lors sommet de l'OTAN de 2014, il avait été décidé que les États membres dépenseraient au moins 2 % du PIB. Les augmentations ont également eu lieu dans un contexte où de nombreux gouvernements réduisent les dépenses dans d'autres domaines, notamment sociaux, car il s'agit de se relever des dépenses élevées occasionnées la pandémie et face à une crise économique croissante.

Même avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les dépenses militaires combinées des 30 pays membres de l'OTAN étaient 17 fois supérieures à celles de la Russie (55,7 %). Les dépenses américaines représentent 38 % des dépenses mondiales, tandis que les 27 pays de l'UE réunis dépensent près de quatre fois plus que la Russie, et que le Royaume-Uni dépense à lui seul légèrement plus que la Russie¹⁹. Sur le plan militaire, l'OTAN est également bien supérieure à la Russie en termes d'équipements et d'infrastructures²⁰. Même si la Russie devait s'aligner militairement sur la Chine, leurs dépenses militaires combinées, qui représentent 17 % du total mondial, seraient toujours inférieures à la moitié de celles de l'OTAN²¹. Et même en augmentant fortement ses dépenses militaires, la Russie mettrait des décennies pour égaler la puissance militaire combinée des 30 pays de l'OTAN ou même celle des États-Unis, de loin le membre le plus important de l'alliance²².

Figure 3. Dépenses militaires supplémentaires annoncées depuis le début de la guerre d'Ukraine (pays de l'Annexe II), en milliards EUR



Source : TNI, Stop Wapenhandel (2022)

Le grand gagnant de cette manne de dépenses militaires est l'industrie de l'armement. C'était déjà le cas avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'Agence européenne de défense (AED) indiquait en 2021 que « l'acquisition de nouveaux équipements a le plus fortement bénéficié de l'augmentation globale des investissements dans la défense » au cours des dernières années²³. Le SIPRI note également que « l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes » à la suite de la guerre en Ukraine « sera probablement au centre de ces nouveaux plans de dépenses »²⁴.

Après l'intensification de l'invasion russe en 2022, et en particulier l'annonce par l'Allemagne de dépenses supplémentaires à hauteur de 100 milliards EUR, les cours des actions des grandes entreprises d'armement ont grimpté en flèche²⁵. Outre les dépenses supplémentaires, la guerre arrive à point nommé pour placer l'industrie militaire sous un jour favorable dans les débats en cours, lui permettre d'augmenter à la fois ses budgets et ses recettes, faire lever certaines restrictions sur les exportations d'armes et lui donner accès à la fois au financement privé et aux matières premières. Les entreprises d'armement sont de plus en plus considérées comme des partenaires par les gouvernements et les armées, qui donnent souvent à leurs représentants un siège à la table des négociations stratégiques²⁶. Dans le même temps, selon les recherches menées par Scientists for Global Responsibility, « l'industrie de la technologie militaire contribue elle-même considérablement à l'urgence climatique »²⁷.

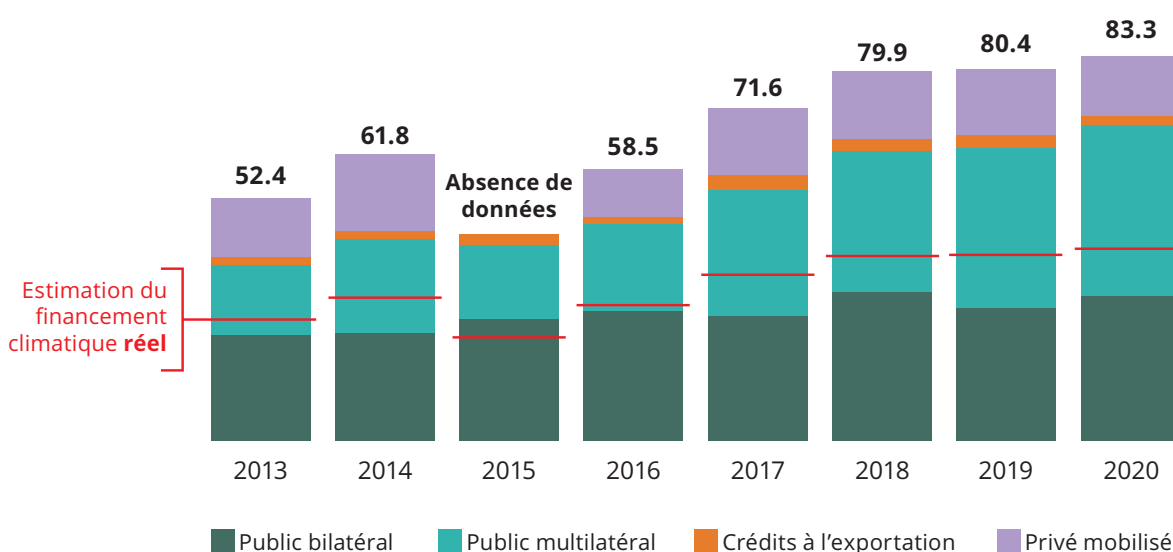
L'augmentation des dépenses aura des répercussions majeures sur les émissions de GES, qui augmenteront au fur et à mesure que seront construites des infrastructures et des armes et que des troupes seront mobilisées. Étant donné la longue durée de vie d'une grande partie de ces équipements, ils maintiendront longtemps leur niveau d'émissions de carbone alors même que le monde a besoin de se décarboniser rapidement. Cela pourrait également détourner des fonds dédiés aux dépenses sociales, en particulier au financement climatique, comme l'explique la section suivante.

FINANCEMENT CLIMATIQUE OU DÉPENSES MILITAIRES

Au cœur de l'Accord de Paris de la CCNUCC en 2015 figurait la promesse faite par les pays les plus riches – ceux de l'Annexe II – d'un financement climatique annuel de 100 milliards USD afin d'aider les pays les plus touchés par le changement climatique à l'atténuer s'y adapter. Cette promesse – et qui avait été faite pour la première fois en 2009 – n'a pas encore été tenue.

Financements climatiques déclarés

Figure 4. Financements climatiques 2013-2021



Source : OCDE²⁸

Selon les « Rapports d'Oxfam (international) : les vrais chiffres des financements climat », les estimations du financement réel des actions pour le climat auraient dû atteindre 100 milliards USD par an dès 2020, mais les chiffres réels montrent qu'il manque 17,7 milliards USD et que la progression vers cet objectif est lente. Alors que la présidence britannique de la COP26 en 2021 a affirmé que le sommet avait fait « des progrès significatifs vers l'objectif de 100 milliards USD », *Donor Tracker* a déclaré qu'il n'y avait « aucune percée majeure sur la question des 100 milliards USD » et que les donateurs étaient « incapables d'assurer de manière fiable aux pays à revenu faible et intermédiaire qu'ils seraient en mesure de se conformer à l'engagement tant attendu des 100 milliards USD »²⁹.

Financements climatiques réels

Pire encore, près de la moitié des financements climatiques proposés sont largement illusoire. L'examen par *Oxfam International* des financements climatiques déclarés a révélé qu'une grande partie de ces financements prend la forme de prêts plutôt que de subventions, ce qui alourdit le fardeau de la dette des pays les plus pauvres³⁰. Les « Vrais chiffres des financements climat » d'*Oxfam International* ont montré une tendance persistante à la surdéclaration pour les années 2013-2019 :

- 2013/14 : « Oxfam estime que l'équivalent subvention de ce financement déclaré se situe entre 13 et 21 milliards USD. Cela signifie que les chiffres déclarés peuvent être jusqu'à trois fois supérieurs à leur valeur d'assistance nette. »³¹
- 2015/16 : « Oxfam estime que l'équivalent subvention des financements publics pour le climat déclarés en 2015-16 se situe entre 25 et 26 milliards USD (moyenne annuelle), ce qui correspond à 50 %-54 % des financements déclarés. »³²
- 2017/18 : « La valeur financière nette du financement climatique pour les pays en développement – l'équivalent subvention – pourrait être inférieure à la moitié de ce qui est déclaré par les pays développés. »³³
- 2019 : « 70 % des financements publics pour le climat ont été accordés sous forme de prêts plutôt que de subventions. Cette situation semble devoir se poursuivre jusqu'en 2025, ce qui contribuera à endetter davantage les pays en développement. »³⁴

On peut donc déduire de ces informations que moins de la moitié des financements climatiques déclarés peuvent être considérés comme de réels financements supplémentaires.

En outre, des recherches menées par *CARE*, une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire, ont mené à la conclusion que « la plupart des financements climat publics déclarés par les pays riches sont prélevés directement sur les budgets d'aide au développement. [...] En évaluant les données les plus récentes communiquées à la CCNUCC, seuls 6 % des financements climatiques fournis entre 2011 et 2018 sont considérés comme nouveaux et supplémentaires par rapport aux engagements des pays riches en faveur de l'aide publique au développement », ce qui contredit les accords selon lesquels le financement climatique doit être additionnel et ne doit pas se faire au détriment des objectifs de développement durable (ODD). *CARE* a également averti que la part des financements climatiques déclarés comme étant « nouveaux et additionnels » est en baisse³⁵.

Les financements climatiques comparés aux dépenses militaires

La communication sur les financements climatiques est décalée par rapport à la réalité et comporte en outre certaines lacunes. Il est donc difficile de les comparer aux dépenses militaires pour l'ensemble de la période depuis 2013. Comparés aux financements climatiques officiellement déclarés, les dépenses militaires des pays de l'Annexe II étaient en moyenne 14,9 fois plus élevées. Ce ratio ne présente pas de tendance claire pour 2017 à 2020, il a fluctué entre 13 et 14 fois.

TABLEAU 3. Comparaison entre les fonds alloués au climat et les dépenses militaires des pays de l'Annexe II (2013-2020) en milliards USD.									
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total*
Dépenses militaires	1 038,9	1 006,7	948,7	961,8	981,1	1 040,0	1 094,1	1 159,3	7 281,9
Financements climatiques déclarés	52,4	61,8	s/o	58,5	71,6	79,9	80,4	83,3	487,9
Ratio	19,8:1	16,3:1	s/o	16,4:1	13,7:1	13,0:1	13,6:1	13,9:1	14,9:1
Estimation du financement climat** réel	26,2	30,9	s/o	29,3	35,8	39,9	40,2	41,6	243,9
Ratio	39,7:1	32,6:1	s/o	32,8:1	27,4:1	26,1:1	27,2:1	27,9:1	29,9:1

* 2015 non inclus – sources : OCDE, SIPRI, Oxfam International

** Basé sur une moyenne de 50 %.

Ce tableau ne reflète pas la réalité des financements climatiques, qui, selon *Oxfam International*, s'élève en moyenne à moins de la moitié de ce qui est déclaré. Par conséquent, il serait plus réaliste d'estimer que les dépenses militaires des pays de l'Annexe II sont au moins 30 fois plus élevées que leurs dépenses réelles en matière de financement climatique.

Selon le scénario le plus optimiste, tel que promu par le gouvernement britannique après la COP26, l'objectif de 100 milliards USD sera atteint en 2023 et continuera d'augmenter jusqu'à atteindre un total de 500 milliards USD pour 2021-2025. Là encore, *Oxfam International* prévoit un scénario plus réaliste, selon lequel le financement climatique déclaré ne dépassera pas 95 milliards USD par an d'ici 2025 et un déficit d'au moins 75 milliards USD est à prévoir pour 2020-2025³⁶. Rien ne permet de supposer que la différence entre les financements déclarés et les financements réels ait changé depuis 2020 ou sera compensée dans les années à venir. Le financement réel resterait donc de moitié inférieur aux chiffres déclarés, soit d'un maximum de 47,5 milliards USD d'ici 2025.

En revanche, les dépenses militaires des pays de l'Annexe II ont continué de croître depuis 2020, avec de fortes augmentations annoncées pour 2022 et 2023 en conséquence de l'intensification de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. S'il semble très probable que cette tendance se poursuive après 2023, on peut également s'attendre à ce que la courbe s'aplatisse quelque peu, bien que les développements géopolitiques, tels que la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, soient susceptibles d'engendrer des augmentations encore plus importantes.

Compte tenu de ces deux scénarios, il semble probable que le rapport moyen entre le financement climatique réel et les dépenses militaires des pays de l'Annexe II se maintiendra autour de 1:30 dans un avenir prévisible, et les prévisions sont davantage à une augmentation qu'à une diminution. Cela signifie également que l'écart nominal entre les dépenses militaires et le financement climatique continuera de se creuser. Les 100 milliards EUR d'augmentation annoncés par le seul gouvernement allemand sont déjà supérieurs à l'ensemble des fonds alloués au climat par tous les pays de l'Annexe II réunis.

L'augmentation des dépenses militaires affectera-t-elle le financement climat ?

Plusieurs organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'aide au développement et l'environnement ont averti que l'augmentation rapide des dépenses militaires pourrait se faire au détriment du financement climat, déjà insuffisant. Vitalice Meja, du réseau *Reality of Aid Africa*, a déclaré : « Les donateurs doivent allouer des ressources supplémentaires à l'Ukraine, et non pas simplement en militarisant l'aide ou en faisant glisser des postes budgétaires et des priorités – normalement voués à d'autres défis de développement mondiaux – vers la réponse à la guerre en Ukraine. [...] Ils doivent garantir un financement durable du climat et des ressources de développement pour faire face à l'augmentation des inégalités, de la faim et de la pauvreté extrêmes »³⁷. Nisreen Elsaïm, présidente du groupe consultatif de la jeunesse sur le changement climatique du Secrétaire général de l'ONU, s'est montrée très critique à l'égard des gouvernements qui donnent la priorité au soutien militaire à l'Ukraine plutôt qu'au financement climatique : « Bien sûr, le financement du climat en sera affecté et c'est une énorme erreur, car pendant que la guerre ukrainienne fait rage, le changement climatique se poursuit également. Le changement climatique ne s'arrête pas simplement parce qu'il y a une guerre ici ou un conflit là-bas. »³⁸

L'impact de l'augmentation des dépenses militaires sur le financement climatique doit être évalué sur une plus longue période. Au Royaume-Uni, c'est déjà le cas : en juin 2022, le gouvernement a annoncé qu'il transférerait les parts de son budget de financement climatique sous-utilisées pour financer partiellement un forfait de soutien militaire d'1 milliard GBP pour l'Ukraine³⁹. Le gouvernement norvégien a suspendu tous les paiements de coopération au développement, y compris le financement climatique, afin « d'anticiper » des conséquences potentielles de la guerre en Ukraine⁴⁰. Le gouvernement néerlandais a procédé à des coupes dans ses propres fonds climatiques – qui n'incluent pas le financement climatique – pour financer de nouvelles augmentations des dépenses militaires⁴¹.

Les experts en matière d'émissions militaires ont souligné que « la combinaison de la tendance à la hausse des dépenses militaires pour atteindre l'objectif de l'OTAN de 2 % du PIB, des programmes de modernisation technologique et des déploiements de l'OTAN et de l'UE en dehors de l'Europe risque d'alimenter une augmentation des émissions »⁴².

Exportations d'armes et assistance militaire

Alors que le financement climat n'est pas à la hauteur des promesses, et encore moins de ce qui est réellement nécessaire, les pays de l'Annexe II ne voient apparemment aucun problème à inonder le monde d'armes. Ils constituent la majorité des 10 plus grands exportateurs d'armes pour la période 2013-2021, et tous sauf quelques-uns figurent parmi le top 50 (voir tableau 4).

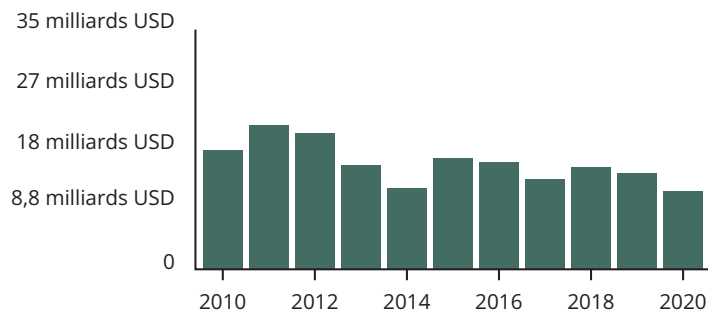
TABLEAU 4. Principaux exportateurs d'armes (2013-2021)		
Rang	Pays	Pourcentage du total mondial des transferts d'armes
1	États-Unis	35,7
2	Russie (hors Annexe II)	20,5
3	France	8,9
4	Chine (hors Annexe II)	5,5
5	Allemagne	5,2
6	Royaume-Uni	3,9
7	Italie	2,8
8	Israël (hors Annexe II)	2,6
9	Espagne	2,5
10	Corée du Sud (hors Annexe II)	2,0
Pays de l'Annexe II :		
11-20	Pays-Bas, Suède, Suisse, Canada, Australie, Norvège.	0,4-1/8
21-30	Finlande, Portugal, Belgique	0,1-0,2
30-40	Danemark, Autriche	<0,1
40-50	Irlande, Grèce	<0,1
>50	Nouvelle-Zélande, Japon	<0,1
Pas de transferts d'armes importants : Islande, Luxembourg		

Source : SIPRI, Base de données sur les transferts d'armes

Les États-Unis sont de loin le premier exportateur d'armes au monde, tandis que, pris conjointement, les 27 pays de l'UE peuvent être classés au deuxième rang. Les pays de l'Annexe II ont représenté 64,6 % de la valeur totale des transferts internationaux d'armes (2013-2021). Leurs clients comptent de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire (PFR-PRI)⁴³. En plus de faciliter des ventes d'armes, les gouvernements de l'Annexe II font également des dons d'argent, d'armes et d'équipements de sécurité aux PFR-PRI, ainsi que d'autres formes de coopération militaire et sécuritaire, notamment à travers des sociétés de formation et de consultance.

Le financement militaire étranger (*US Foreign Military Financing – FMF*) des États-Unis est le plus grand programme d'assistance militaire, principalement utilisé pour financer des transferts d'armes. Parmi les principaux bénéficiaires depuis 2013 figurent l'Égypte, Israël et le Pakistan. L'Afghanistan et l'Irak reçoivent des fonds par le biais de programmes distincts.

Figure 5 : Financement militaire étranger des États-Unis (FMF) : 2010-2020



Calculé en USD constants. Source : <https://foreignassistance.gov/aid-trends>

L'UE et ses États membres étendent également leurs financements, leurs dons d'équipements militaires et leurs accords de coopération militaire et policière avec les pays voisins, afin de contribuer à l'externalisation des frontières, au contrôle des migrations et aux opérations de lutte contre le terrorisme. Au cours du cycle budgétaire actuel de l'UE – le cadre financier pluriannuel (2021-2027) – l'UE peut, pour la première fois, financer le don d'armes à des pays tiers, dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix (FEP), hors budget⁴⁴. En 2022, la majeure partie de son budget a été utilisée pour armer l'Ukraine, alors que son objectif initial visait principalement les pays d'Afrique⁴⁵. Les ONG se sont montrées très critiques à l'égard de la FEP, soulignant que « [les] événements récents montrent que les mesures d'assistance militaire et de sécurité que la FEP est censée financer sont susceptibles de contribuer à l'escalade des conflits, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par les conflits » et que « [l]e type d'armes le plus susceptible d'être transféré dans le cadre du nouvel instrument – y compris les armes légères et de petit calibre et les munitions – présente également le plus grand risque d'utilisation abusive et de détournement »⁴⁶.

La Russie et la Chine sont les plus importants exportateurs d'armes hors Annexe II, représentant respectivement 20,5 % et 5,5 % des exportations mondiales d'armes.

Chacune de ces ventes d'armes et d'équipements a son propre coût en carbone, de l'extraction des matières premières à la production par les entreprises d'armement, en passant par leur utilisation par les forces armées, leur déclassement et leur élimination en fin de vie.

Ventes d'armes aux pays vulnérables au changement climatique

Les pays de l'Annexe II exportent des armes vers des pays du monde entier, y compris les plus vulnérables au changement climatique. Bon nombre des 40 pays les plus vulnérables, selon le classement de l'initiative *Notre Dame Global Adaptation Initiative* (ND-GAIN)⁴⁷, sont petits et pauvres, mais la liste comprend également de gros acheteurs d'armes, comme le Pakistan et le Bangladesh. Tous ces pays ont acheté des armes à des pays de l'Annexe II au cours de la période 2013-2021, même si certains d'entre eux sont la cible d'embargos sur les armes décrétés par les Nations unies et/ou l'UE (actuellement l'Afghanistan, la République centrafricaine, le Myanmar, la Somalie, le Soudan, le Yémen et le Zimbabwe)⁴⁸.

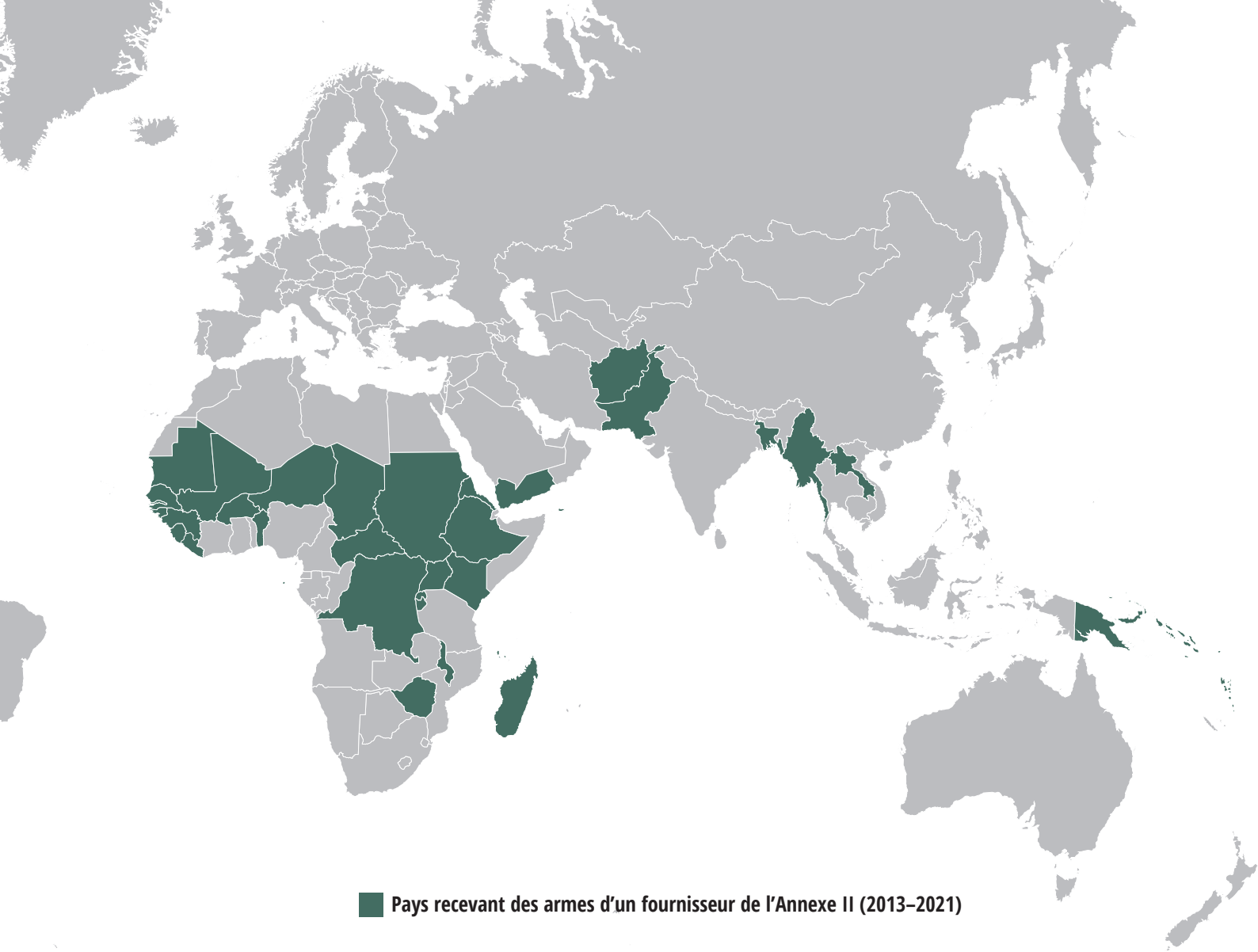
La Russie et la Chine, deuxième et quatrième plus gros exportateurs d'armes, exportent également vers des pays vulnérables sur le plan climatique et sont réputées pour ignorer les embargos internationaux sur les armes. Entre 2013 et 2021, la Chine a exporté vers 21 pays et la Russie vers 13 des pays les plus vulnérables sur le plan climatique⁴⁹.

Non seulement ces transferts détournent des ressources qui sont nécessaires pour atténuer les conséquences du changement climatique et s'y adapter, mais ils risquent également d'alimenter les conflits, la répression et les violations des droits humains pour les populations les plus touchées par le changement climatique. Une grande partie des pays les plus vulnérables sont impliqués dans des conflits armés ou sont gouvernés par des régimes autoritaires. Bien que les données actuelles n'établissent pas de lien de causalité entre les impacts climatiques et les conflits, ce lien devient beaucoup plus probable si la réponse aux événements climatiques extrêmes et à leurs impacts sociaux est militarisée et répressive⁵⁰. Une étude financée par l'UE sur les conflits en Méditerranée, au Moyen-Orient et au Sahel a montré, par exemple, que les principales causes de conflit dans ces régions n'étaient pas les conditions hydro-climatiques, mais plutôt les déficits démocratiques, le développement économique faussé et injuste et le peu d'efforts d'adaptation au changement climatique, qui ont aggravé la situation⁵¹. Les ventes d'armes contribuent à alourdir ces tendances, à renforcer les régimes répressifs, à saper responsabilité démocratique et à alimenter les conflits.

TABLEAU 5. Exportations d'armes des pays de l'Annexe II vers les pays les plus vulnérables

Pays	Conflit armé	Indice de démocratie	Indice de développement humain	Embargo sur les armes	Reçoit des armes d'un fournisseur de l'Annexe II (2013-2021)	Principaux fournisseurs d'armes des pays de l'Annexe II (2013-2021)
Afghanistan	oui	autoritaire	faible	oui	oui	États-Unis
Bangladesh	pas de	régime hybride	moyen	pas de	oui	Allemagne, Italie, Royaume-Uni, États-Unis
Bénin	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	France
Burkina Faso	oui	autoritaire	faible	pas de	oui	France, Espagne
Burundi	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	États-Unis
République centrafricaine	oui	autoritaire	faible	oui	oui	France, Allemagne
Tchad	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	France, États-Unis
Comores	pas de	autoritaire	moyen	pas de	oui	Royaume-Uni
RD Congo	oui	autoritaire	faible	oui	oui	États-Unis
Érythrée	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	Allemagne
Éthiopie	oui	autoritaire	faible	pas de	oui	France, États-Unis
Gambie	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	France
Guinée	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	France
Guinée-Bissau	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	Portugal
Haïti	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	France
Kenya	oui	régime hybride	moyen	pas de	oui	France, Italie, États-Unis
Laos	pas de	autoritaire	moyen	pas de	oui	Canada, France
Liberia	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	Pays-Bas, Royaume-Uni
Madagascar	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	France
Malawi	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	Royaume-Uni
Maldives	pas de	s/o	haut	pas de	oui	Royaume-Uni
Mali	oui	autoritaire	faible	pas de	oui	France, Espagne
Mauritanie	pas de	régime hybride	moyen	pas de	oui	France, Royaume-Uni, États-Unis
Micronésie	pas de	s/o	moyen	pas de	oui	Australie
Myanmar	oui	autoritaire	moyen	oui	oui	Autriche, Allemagne, Pays-Bas
Niger	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	France, États-Unis
Pakistan	oui	régime hybride	faible	pas de	oui	France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, États-Unis
Papouasie-Nouvelle-Guinée	pas de	une démocratie imparfaite	moyen	pas de	oui	Australie
Rwanda	pas de	autoritaire	faible	pas de	oui	Royaume-Uni, États-Unis
São Tomé et Príncipe	pas de	s/o	moyen	pas de	oui	Portugal
Sénégal	oui	régime hybride	faible	pas de	oui	France, Italie, Suède, États-Unis
Sierra Leone	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	France, Royaume-Uni
Îles Salomon	pas de	s/o	moyen	pas de	oui	Australie
Somalie	oui	s/o	s/o	oui	oui	Allemagne, Royaume-Uni
Soudan	oui	autoritaire	faible	oui	oui	Allemagne
Tonga	pas de	s/o	haut	pas de	oui	Australie
Ouganda	pas de	régime hybride	faible	pas de	oui	France, États-Unis
Vanuatu	pas de	s/o	moyen	pas de	oui	Australie
Yémen	oui	autoritaire	faible	oui	oui	États-Unis
Zimbabwe	pas de	autoritaire	moyen	oui	oui	Royaume-Uni

Sources : Académie de droit international humanitaire et de droits de l'homme de Genève – portail Rule of Law in Armed Conflicts (RULAC) (<https://www.rulac.org/>) ; EIU – Democracy Index 2021 (<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/>) ; PNUD - Human Development Index 2021/2022 (<https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2021-22overviewpdf.pdf>) ; base de données du SIPRI sur les embargos sur les armes (<https://www.sipri.org/databases/embargoes/>) ; base de données du SIPRI sur les transferts d'armes (<https://sipri.org/databases/armstransfers/>) ; SEAE - base de données sur les exportations d'armes (<https://webgate.ec.europa.eu/easqap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/74299ecd-7a90-4b89-a509-92c9b96b86ba/state/analysis>)



Depuis 2013, les pays de l'Annexe II ont vendu des armes à l'ensemble des 40 pays les plus vulnérables au climat, dont 13 sont impliqués dans des conflits armés, 20 sont des régimes autoritaires et 25 font partie des pays présentant les plus faibles niveaux de développement humain. Si les pays les plus riches ne parviennent pas à lutter contre le changement climatique ni à fournir un financement climatique, ils semblent en revanche ne pas hésiter à alimenter les futurs conflits qui pourraient être causés par une instabilité climatique accrue.

ÉTUDE DE CAS

L'ÉGYPTE ET LA COP27 : LE « GREENWASHING » D'UN ÉTAT MILITAIRE



La police militaire égyptienne dans les rues d'Alexandrie. Crédit : Gigi Ibrahim/Flickr (CC by 2.0)

L'Égypte est un cas d'étude révélateur et symbolique de la priorisation des intérêts militaires par rapport à l'action climatique. Il est certainement révélateur qu'à l'heure où l'action climatique requiert la participation populaire, l'équité et la justice, la CCNUCC ait permis à un régime militaire répressif d'accueillir la COP27 en novembre 2022.

L'Égypte a dépensé pour près de 50 milliards USD en armement depuis 2014, peu après le retour au pouvoir des militaires à la suite du coup d'État qui a écrasé la révolution populaire de 2011. Depuis 2017, elle fait partie des cinq premiers pays importateurs d'armes, et reçoit 5,7 % des importations mondiales d'armes entre 2017 et 2021⁵². Comme le pays commercialise son rôle dans le contrôle des frontières, la lutte contre le terrorisme, l'approvisionnement en énergie et son importance dans l'économie mondiale de la navigation, les ventes d'armes à l'Égypte ont augmenté après le coup d'État (entre 2016 et 2020) de 225 % par rapport aux années 2011 à 2013. Entre 2017 et 2021, la Russie a été le vendeur le plus important d'armes à l'Égypte (41 % des ventes d'armes majeures), suivie de la France (21 %) puis de l'Italie (15 %). Les États-Unis, qui étaient le premier fournisseur d'armes de l'Égypte entre 1977 et 2016, n'ont représenté que 6,5 % des importations d'armes égyptiennes au cours des quatre dernières années, et se classent donc

cinquième fournisseur d'armes majeures de l'Égypte⁵³. Les autres acteurs européens importants comprennent l'Allemagne, qui a exporté des armes pour une valeur de 4,33 milliards EUR⁵⁴ en 2021 à l'Égypte, qui devenait ainsi son plus important client en armes. Ces contrats comprenaient d'importantes livraisons d'équipements ainsi que des formations. L'Égypte est également un partenaire important de l'Allemagne en matière de coopération policière et sécuritaire.

Ventes d'armes à l'Égypte par les pays de l'Annexe II, plus la Russie

France : Dans le cadre de deux contrats majeurs, l'Égypte a versé 5,2 milliards EUR (2015) et 4,2 milliards EUR (2021) à des entreprises d'armement françaises pour obtenir : un porte-hélicoptères Mistral, deux frégates FREMM, quatre corvettes GOWIND (deux des navires ont été assemblés dans un chantier naval d'Alexandrie), 24 avions de combat Rafale (Dassault, partiellement livrés), des missiles et des logiciels d'espionnage (Amesys) destinés aux agences de sécurité égyptiennes⁵⁵

Allemagne : Pour la seule année 2021, l'Égypte a acheté des armes allemandes pour une valeur de 4,33 milliards EUR, soit 45 % du total des ventes d'armes allemandes cette année-là. Les achats comprenaient quatre sous-marins (dont trois avaient été livrés en novembre 2019), deux frégates MEKO-200 (ThyssenKrupp Marine Systems) et des missiles (Diehl Defense)⁵⁶.

Italie : Vente de 4 frégates FRAME, de 20 navires côtiers multimitraillages, de 24 chasseurs Eurofighter Typhoon, de 24 avions légers de combat et d'entraînement Aermacchi M346 et d'un satellite de reconnaissance et d'imagerie radar, dans le cadre d'un contrat de plus de 9-12 milliards EUR⁵⁷.

Russie : Fourniture de chasseurs MiG-29, d'hélicoptères K52 Alligator, de 124 hélicoptères d'attaque, d'avions géants IL-67 et de divers systèmes de défense aérienne, ainsi que de plus de 20 chasseurs Su-35 dans le cadre d'un contrat d'une valeur de 2 milliards USD⁵⁸.

États-Unis : Depuis 1978, les États-Unis ont fourni à l'Égypte pour plus de 50 milliards USD d'aide militaire⁵⁹. Cette aide servait à la fois à payer les équipements et à promouvoir des achats. Rien qu'en 2022, trois énormes contrats d'armement, dont des hélicoptères américains F47 Chinook, ont été annoncés pour une valeur totale de près de 6 milliards USD⁶⁰.

Selon le SIPRI, les contrats d'armement sont généralement payés au moyen d'un acompte de 50 % et le solde est étalé sur cinq ans, certains contrats étant également soutenus par une aide militaire⁶¹. Cela a considérablement alourdi les remboursements annuels de la dette égyptienne, qui s'élèvent à 1,6 milliard USD⁶².

En 2022, les ventes d'armes se sont poursuivies, bien qu'elles aient coïncidé avec l'inflation mondiale, la dévaluation de la monnaie, l'augmentation du prix du pain et du carburant, et de nouvelles réductions des subventions gouvernementales.

Une partie de l'équipement et de la formation fournis par la France, l'Allemagne et l'Italie est destinée à servir des objectifs de sécurité des frontières, que l'UE considère comme prioritaires, ainsi que d'autres pays de l'autre rive de la Méditerranée. Un rapport de *TNI* et *StopWapenhandel*, intitulé *Expanding the Fortress*, a révélé qu'au cours des dernières décennies, l'UE a prioritairement conclu des accords avec 35 pays, dont plus de la moitié sont dirigés par des gouvernements autoritaires, connus pour leurs violations des droits humains et leurs mauvais indicateurs de développement humain⁶³. L'Égypte a été financée en priorité parce que les États membres de l'UE la considèrent comme une « porte dérobée » vers l'Europe pour les migrants en provenance de Somalie, du Soudan et d'Éthiopie. Les forces de sécurité égyptiennes n'ont pas hésité à tuer des migrants qui tentaient de franchir ses frontières, mais cela n'a pas empêché la coopération, et ce, en dépit du soutien affiché de l'UE envers les droits humains⁶⁴.

En 2019, Frontex, l'autorité de protection des frontières de l'UE, a intensifié sa coopération avec l'Égypte⁶⁵. L'État égyptien a reçu 4 millions EUR au titre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (DG DEVCO) et 4 millions EUR supplémentaires de *EU4BorderSecurity*, un projet qui vise à renforcer la sécurité des frontières en Afrique du Nord et au Levant⁶⁶. En septembre 2022, après une augmentation des traversées maritimes de l'Égypte vers l'Italie, la Commission européenne a annoncé que 23 millions EUR seraient alloués en 2022 et 57 millions EUR en 2023 pour fournir des équipements et des services aux autorités égyptiennes pour des opérations de « recherche et sauvetage ainsi que la surveillance des frontières terrestres et maritimes »⁶⁷.

Tous ces accords et négociations avec l'Égypte ne sont pas transparents ni ne font l'objet d'un contrôle démocratique. Par exemple, en 2016, l'Égypte a signé des accords avec l'Allemagne pour collaborer dans les domaines de l'économie, du développement, du renforcement de la coopération en matière de sécurité et de la formation de la police, et pour développer des stratégies visant à militariser ses frontières, le tout ayant été décrit sous les termes de « gestion de l'immigration ». Les détails n'ont été révélés qu'en avril 2017, après qu'ils avaient été adoptés par le Bundestag allemand et étaient donc devenus publics⁶⁸.

Il est presque certain que le renforcement des forces militaires et de sécurité égyptiennes aggravera la répression de la société civile. Depuis son entrée en fonction en 2013, le régime de Sisi n'a cessé de réduire les dissidents au silence et de réprimer les organisations indépendantes⁶⁹. Les interdictions de voyager et les gels d'actifs sont des mesures régulièrement utilisées pour étouffer les activités des militants des droits humains, ainsi que les arrestations massives, les détentions et les peines de prison⁷⁰.

Ces accords renforcent ainsi également un État et une économie de plus en plus façonnés et contrôlés à tous les niveaux par l'armée, qui non seulement s'infiltrer à tous les échelons de la bureaucratie, mais contrôle aussi de vastes secteurs de l'économie. Si c'était déjà le cas sous l'ancien président égyptien Mubarak, cette situation s'est intensifiée avec le président Al-Sisi, qui a fait du ministère de la Production militaire un pilier important de l'économie militaire égyptienne. En effet, ce ministère est impliqué dans les industries militaires et civiles et soutenu par les banques d'État et dans les marchés publics⁷¹. Les entreprises militaires utilisent une main-d'œuvre faite de conscrits mal payés (entre 17 et 28 USD par mois) et ne paient pas d'impôts, ce qui leur permet d'être moins chères que les entreprises du secteur privé et même que les entreprises publiques⁷². Les forces armées contrôlent également *de facto* toutes les terres non agricoles inexploitées en Égypte, soit environ 87 % du pays⁷³. Au Caire, par exemple, une zone de

4,5 millions m² est en train d'être transformée en un complexe exclusif de logements de luxe, de golfs et de centres commerciaux, financé par l'argent des États du Golfe⁷⁴. « Nous avons affaire à une toute nouvelle économie qui est maintenant dirigée par "Military Inc." », selon Joshua Stacher, de la Kent State University, qui a étudié l'économie militaire égyptienne⁷⁵.

En outre, l'Égypte est devenue un point de passage de plus en plus important de la circulation généralisée des armes légères dans la région⁷⁶. Non seulement c'est un pays où les armes européennes sont réacheminées, mais l'Égypte possède également sa propre industrie de défense bien établie, qui fabrique une gamme de produits allant des armes légères aux véhicules blindés et aux navires de guerre. Cela implique également l'octroi de licences et la coproduction de certaines armes en collaboration avec d'autres pays, dont les États-Unis⁷⁷. Les armes égyptiennes font donc partie du commerce illégal d'armes en Libye. Sont également rapportés de nombreux cas de trafic international d'armes provenant de l'Égypte ou transitant par ce pays, comme la saisie de munitions et d'armes sur un navire nord-coréen qui a accosté dans le port égyptien de Sokhna en août 2016. La destination finale de ces armes n'était pas claire, mais il aurait pu s'agir d'un des foyers de conflits régionaux à proximité de l'Égypte⁷⁸.

La militarisation et la sécularisation de la société égyptienne constituent la toile de fond de la COP27, où la société civile sera fortement surveillée, et les militants égyptiens exclus *de facto*. Les experts nommés par les Nations unies ont critiqué le gouvernement égyptien pour avoir imposé une série de restrictions qui mettent en péril « la sécurité et la pleine participation » des individus et des organisations qui souhaitent assister au sommet international sur le climat en novembre 2022⁷⁹.

Le gouvernement ne peut certainement pas se vanter de ses propres pratiques en matière de climat, étant donné sa responsabilité dans une foule de violations environnementales, notamment la suppression et la destruction de parcs publics, l'empiètement urbain sur de vastes zones de terres agricoles, les fuites de pétrole sur les côtes, l'arrachage systématique des arbres dans les vieux quartiers du Caire et d'autres villes, et les constructions qui rognent le littoral à Alexandrie⁸⁰. L'Égypte fait également tout ce qu'elle peut pour attirer les investissements étrangers dans la production de pétrole et de gaz, et s'est impliquée dans des contrats de combustibles fossiles d'une valeur de 74 milliards USD depuis 2014, notamment avec des entreprises américaines comme ExxonMobil et Chevron⁸¹. En 2019, grâce en grande partie à la découverte en 2015 d'importants gisements de gaz *offshore*, l'Égypte est devenue un exportateur net d'énergie⁸², et le pays cherche désormais à obtenir une bonne place dans la course mondiale à la fourniture de gaz naturel liquéfié à l'Europe⁸³.

De même, alors qu'elle figure parmi les pays les plus touchés par le changement climatique, l'Égypte n'a élaboré aucun plan d'adaptation efficace. Le pays est confronté à une baisse du rendement des cultures, à l'insécurité alimentaire et au stress hydrique, l'élévation du niveau de la mer menaçant également les populations côtières et celles qui occupent le delta du Nil⁸⁴.

Au vu de sa tendance globale à privilégier les dépenses et les infrastructures militaires, l'Égypte semble se trouver de plus en plus dans un scénario dystopique. Un État sécuritaire militarisé hautement répressif, au service de quelques intérêts puissants, qui traite le climat comme un exercice de relations publiques et où les plus vulnérables ne reçoivent que peu de soutien pour faire face à l'escalade de la crise climatique.

L'ARMÉE PEUT-ELLE DEVENIR VERTE ?

Ces dernières années, les forces armées les plus puissantes du monde ont clamé haut et fort leur engagement en faveur de l'action climatique. Depuis 2008, de nombreux pays de l'Annexe II ont annoncé des plans de sécurité climatique, précisant la façon dont leur armée tente de réduire ses émissions de GES et se prépare à l'instabilité climatique⁸⁵. Dix-sept des 24 pays de l'Annexe II sont membres de l'OTAN, et celle-ci est la dernière à avoir annoncé son Plan d'action sur le changement climatique et la sécurité en 2021. Le Plan déclare que le changement climatique est « l'un des plus grands défis de notre temps » et promet « une ambition politique s'inscrivant dans la durée » pour y faire face⁸⁶. Bon nombre des plans des pays membres de l'OTAN sont également utilisés pour justifier l'augmentation des dépenses militaires, prétendument nécessaires pour relever les nouveaux défis de « sécurité » posés par l'instabilité climatique. L'OTAN déclare qu'elle a l'intention de réduire ses niveaux d'émissions de GES sans compromettre son efficacité militaire.

TABLEAU 6. Corrélation entre les pays de l'OTAN et ceux de l'Annexe II

Annexe II	OTAN	Annexe II	OTAN
Autriche	-	Suisse	-
Australie	-	Royaume-Uni	+
Belgique	+	États-Unis	+
Canada	+	Albanie	+
Danemark	+	Bulgarie	+
Finlande	-	Croatie	+
France	+	République tchèque	+
Allemagne	+	Estonie	+
Grèce	+	Hongrie	+
Irlande	-	Islande	+
Italie	+	Lettonie	+
Japon	-	Lituanie	+
Luxembourg	+	Monténégro	+
Pays-Bas	+	Macédoine du Nord	+
Nouvelle-Zélande	-	Pologne	+
Norvège	+	Roumanie	+
Portugal	+	Slovaquie	+
Espagne	+	Slovénie	+
Suède	-	Turquie	+

À ce jour, cependant, la transparence n'est pas au rendez-vous en ce qui concerne les émissions de GES militaires, et encore moins sur la manière de réduire ces émissions. Les chercheurs de *CEOBS* et de *Concrete Impacts* – dont les résultats sont publiés sur *militaryemissions.org* – ont trouvé peu de données accessibles au public et constaté une importante tendance à la sous-déclaration.

M. Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a annoncé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 45 % d'ici 2030 et promis d'atteindre le « Zéro net » en 2050⁸⁷. Ces promesses ne valent que pour l'OTAN en tant que telle, car les objectifs de réduction des émissions de GES des forces armées respectives de ses 30 (bientôt 32) États membres relèvent de leur compétence nationale. L'OTAN affirme avoir mis au point une méthodologie pour mesurer ses émissions, mais l'a gardée secrète, affirmant que faire la transparence sur les chiffres des émissions militaires risquerait de dévoiler des informations stratégiques⁸⁸.

Dans la plupart des stratégies militaires nationales liées au climat, les objectifs de réduction sont vagues et indéfinis. La France affirme avoir réduit la consommation de combustibles fossiles de ses bases militaires de 22 % depuis 2010 et s'engage à réaliser des réductions supplémentaires de 30 %⁸⁹. Mais aucun objectif n'est fixé pour sa consommation de carburant opérationnel, qui est censée représenter 75 % de sa consommation d'énergie militaire. La *Defence Climate Change and Sustainability Strategic Approach* (Approche stratégique de la défense sur le changement climatique et le développement durable) du Royaume-Uni (2021) ne fixe aucun objectif de réduction, hormis le fait de « contribuer à la réalisation de l'engagement légal du pays d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 »⁹⁰. Fin 2021, la Royal Air Force (RAF) a déclaré vouloir atteindre le « Zéro net » d'ici 2040 pour ses émissions de GES, notamment à travers des mesures de réduction et de compensation, mais n'a livré aucun détail sur la manière d'y parvenir.

L'armée américaine, qui, comme nous l'avons souligné, est la plus grande émettrice institutionnelle de GES au monde, a élaboré des plans d'adaptation de ses installations, ses infrastructures et sa main-d'œuvre en tenant compte de différents scénarios, dont une élévation du niveau de la mer allant jusqu'à 2,5 mètres d'ici 2100⁹¹. L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air américaines ont publié des plans d'action climatique pour atteindre l'objectif gouvernemental du Zéro net d'ici 2050⁹².

Les plans de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air américaines fixent principalement des objectifs d'adaptation des installations et de réduction des émissions des « petits » systèmes de plateformes militaires ne servant pas au combat, par le biais de l'hybridation et de l'électrification ainsi que de carburants alternatifs à faible teneur en carbone. Toutefois, pour les grandes plateformes militaires, qui constituent l'épine dorsale de la domination militaire mondiale des États-Unis, les plans sont vagues, la marine s'engageant uniquement à « explorer les possibilités » de propulsion à faibles émissions et l'armée de l'air cherchant à utiliser 10 % de mélanges de carburants d'aviation « durables », mais uniquement s'ils sont disponibles à un coût égal ou inférieur à celui du carburant d'aviation traditionnel. Sont également absents les accords de normalisation (STANAG) sur les procédures et équipements techniques et opérationnels communs visant à réduire les émissions. Ceci est problématique car si différents pays membres mettent au point des systèmes plus « propres » basés sur des technologies différentes, les efforts de normalisation de l'OTAN s'en trouveraient compromis. Tout cela donne à penser que la mobilité et les équipements à faibles émissions ne sont pas encore pris au sérieux.

Outre le fait que les objectifs d'émissions sont mal définis en termes de consommation de carburant et d'énergie, rien n'indique que les forces militaires examinent de manière adéquate les émissions de l'ensemble de l'établissement militaire. Des chercheurs des universités de Durham et de Lancaster ont souligné que pour refléter réellement l'ensemble des émissions militaires, il convient d'aller bien au-delà de l'utilisation de carburant et inclure l'ensemble de la chaîne militaire, de la production d'armes aux chaînes d'approvisionnement logistiques, en passant par la reconstruction post-conflit⁹³.

Les obstacles à la réduction des émissions

La fréquence des références au « Zéro émissions nettes » (ou « émissions nettes nulles », ou « zéro net ») tire la sonnette d'alarme : les armées peuvent-elles réellement réduire leurs émissions alors que parallèlement à cela, les budgets augmentent. Comme l'ont fait remarquer de nombreux climatologues, les plans « Zéro net » reposent sur des hypothèses biaisées selon lesquelles les émissions dans un domaine – dans ce cas, par exemple, l'utilisation massive d'essence par les avions de chasse – peuvent être compensées par des puits de carbone, tels que des forêts ou des méthodes de capture du carbone. Mais les technologies de capture du carbone n'existent pas à l'échelle, et les terres nécessaires pour les puits de carbone prendraient jusqu'à 80 % des terres cultivées, ce qui, à une époque de pénurie alimentaire, est clairement intenable. Comme l'ont affirmé trois éminents climatologues, le « Zéro net » s'appuie sur un « fantasme » évitant les décisions difficiles concernant la réduction des émissions de carbone, et « motivé par la nécessité de protéger les activités habituelles, et non le climat »⁹⁴.

La plupart des annonces émanant du domaine militaire sur l'action climatique citent des exemples dans lesquels les combustibles fossiles utilisés dans les bases militaires sont remplacés par la mise en œuvre d'énergies efficaces, de l'électrification et la production d'énergie renouvelable sur site. La production nucléaire sur site est également proposée. Elle reposerait sur de petits réacteurs modulaires (PRM), notamment pour les bases militaires situées dans des lieux reculés⁹⁵. Ces réacteurs pourraient toutefois produire jusqu'à 30 fois plus de déchets que les centrales atomiques classiques, ce qui les rendrait plus coûteux et créerait des problèmes de stockage et de prolifération nucléaire⁹⁶.



*L'avion de combat F35-A consomme environ 5 600 litres de pétrole par heure de vol.
Crédit : Airwolfhound/Flickr (CC BY-SA 2.0)*

Les mesures de réduction des émissions sur les installations et bases militaires sont des actions relativement faciles. Le principal obstacle à un réel objectif « zéro » est que la plupart des émissions militaires sont produites par la mobilité et l'équipement utilisé dans les opérations et les exercices, ce qui représente dans certains cas jusqu'à 75 % de la consommation totale d'énergie militaire⁹⁷, dont environ 70 % sont constitués de carburéacteur, suivi du carburant de propulsion navale et, dans une moindre mesure, des véhicules terrestres⁹⁸. Les systèmes d'armes de nouvelles générations sont encore plus polluants, comme les avions de combat F-35A, qui consomment environ 5 600 litres de pétrole par heure de vol, contre 3 500 litres pour le moteur du F-16⁹⁹. Comme les systèmes militaires ont une durée de vie de 30 à 40 ans, cela signifie que l'on se condamne à utiliser des systèmes très polluants pour de nombreuses années.

Les secteurs militaire et civil sont confrontés aux mêmes problèmes : les alternatives aux combustibles fossiles de propulsion sont limitées, coûteuses ou non durables¹⁰⁰. Beaucoup nécessitent également d'importantes modifications d'infrastructures et d'équipements. De plus, les combustibles fossiles liquides, comme le diesel et l'essence, ont une densité énergétique élevée, ce qui signifie une grande quantité d'énergie comparativement au volume et au poids. D'autres sources de carburant pourraient compromettre la vitesse et l'agilité des systèmes d'armes ou l'espace dédié au personnel et aux armements sur les plateformes militaires¹⁰¹.

Il existe des tentatives de trouver d'autres sources de carburant, comme les carburants liquides alternatifs, le biocarburant ou le carburant synthétique, qui ne nécessiteraient pas un renouvellement complet des moteurs ou des systèmes de ravitaillement. Le problème qui se pose est leur disponibilité ; la production est encore limitée et la demande civile augmente également. En outre, la production de biocarburants à grande échelle, basée sur des plantations, est loin d'être durable. Elle nuit à la biodiversité, engendre des déplacements de population et de la violence dans de nombreuses régions, menace les moyens de subsistance locaux, et concurrence la culture de plantes alimentaires¹⁰². L'hydrogène est une autre source d'énergie potentielle, mais il n'est durable que lorsqu'il est produit à partir de sources renouvelables et ses coûts environnementaux sont considérables, notamment une très importante consommation d'eau¹⁰³.

L'électrification est également à l'étude. Au salon de l'armement Eurosatory 2022, par exemple, étaient exposés plusieurs véhicules blindés – hybrides ou électriques – de transport de troupes, basés sur la technologie des voitures civiles¹⁰⁴. Mais les difficultés de recharge au cours des opérations nécessiteront probablement des systèmes hybrides ou l'utilisation d'hydrogène. Là encore, les militaires sont en concurrence avec la demande civile. Dans un avenir prévisible (c'est-à-dire le peu de temps qu'il reste pour maintenir la planète en dessous de l'augmentation convenue de 1,5°C), il pourrait ne pas y avoir assez d'électricité renouvelable pour répondre à toutes les demandes civiles et militaires.

Pour réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre afin de préserver la planète, il faudra faire baisser la demande d'énergie, en particulier dans les pays les plus riches, et fournir des énergies renouvelables accessibles à ceux qui n'en ont pas – autant d'objectifs contradictoires avec l'augmentation des dépenses militaires.

Les objectifs militaires passent avant les objectifs climatiques

En dépit de ses annonces concernant le climat, l'OTAN reste une alliance militaire et donne donc ouvertement la priorité aux intérêts militaires. Pour l'OTAN, les intérêts stratégiques nationaux en matière de sécurité sont primordiaux, même face à une urgence climatique mondiale. « Nous ne pouvons pas compromettre notre efficacité militaire, a déclaré le Secrétaire général de l'OTAN, Jan Stoltenberg. L'OTAN a pour mission de préserver la paix grâce à une dissuasion et une défense crédibles. Rien n'est plus important. Si nous ne parvenons pas à préserver la paix, nous ne parviendrons pas non plus à lutter contre le changement climatique. »¹⁰⁵ Frank Kendall, secrétaire de la Force aérienne, n'a pas dit autre chose lors de la présentation du plan d'action climatique de la Force aérienne en octobre 2022 : « Ne vous méprenez pas : la mission du département reste de voler, de combattre et de gagner, à tout moment et en tout lieu. Nous nous concentrons sur la modernisation et l'amélioration de notre posture opérationnelle par rapport à notre "défi de rythme" : la Chine. Nous restons prêts à réagir et à atteindre la domination aérienne et spatiale quels que soient le moment et le lieu où la nation a besoin de nous. »¹⁰⁶

En effet, la subordination du climat par rapport aux objectifs militaires est apparue très clairement lorsqu'en décembre 2021, l'administration Biden a publié un décret obligeant les agences fédérales à « mener résolument la nation sur la voie des émissions nettes nulles d'ici 2050 », tout en exemptant les agences de sécurité nationale. Plus précisément, le décret stipule que « dans toute la mesure du possible et sans compromettre la sécurité nationale, chaque agence doit s'efforcer de se conformer aux buts, objectifs et étapes de mise en œuvre de ce décret »¹⁰⁷.

Par conséquent, la plupart des efforts « verts » de l'armée restent centrés sur l'amélioration de l'efficacité militaire. La réduction de l'utilisation des combustibles fossiles reflète davantage la volonté de rendre les forces armées moins dépendantes du carburant que de lutter contre le changement climatique. Entre 2003 et 2007, on estime que 3 000 soldats américains ont été tués ou blessés dans des attaques contre des convois d'approvisionnement en carburant de bases éloignées en Afghanistan et en Irak¹⁰⁸. De même, lorsque la Russie a intensifié son invasion de l'Ukraine en 2022, sa marche vers Kiev a été bloquée en partie à cause de difficultés d'approvisionnement en carburant, ce qui montre bien le coût de la dépendance vis-à-vis de ce carburant.

La guerre en Ukraine a prouvé que les objectifs climatiques sont rapidement abandonnés face aux objectifs militaires. Les dépenses militaires et les ventes d'armes ont explosé, sans tenir compte aucun des coûts climatiques¹⁰⁹. Pour la seule année 2022, 476 avions de chasse des plus gourmands en carburant, les F-35, ont été commandés – 24 pour la République tchèque, six de plus pour les Pays-Bas en plus des commandes précédentes, 35 pour l'Allemagne, 36 pour la Suisse et 375 pour les États-Unis. La réponse du Parlement européen de juin 2022 à la feuille de route du SEAE sur le changement climatique et la défense se révèle un vœu pieux lorsqu'elle « [souligne] que, tout en tenant compte de la nécessité de maintenir le niveau d'ambition de nos armées, une augmentation des dépenses de défense ne devrait pas entraîner une augmentation des émissions (...) »¹¹⁰.

Plus généralement, on ne peut dissocier les forces armées les plus puissantes du monde de leur rôle central au sein de l'économie actuelle des combustibles fossiles et, plus largement, d'un système de production et de consommation non durable, ni des objectifs impériaux de maintien de la domination sur certaines régions du globe. Depuis l'époque coloniale, le rôle principal de l'armée dans certaines nations européennes et aux États-Unis, outre la défense, a été de sécuriser ou de conserver l'accès aux matières premières essentielles et de contrôler les voies maritimes et d'approvisionnement, par la force ou la menace de la force. Parmi les exemples tirés de l'histoire d'après-guerre, citons le renversement en 1953, sous l'égide des États-Unis et de la Grande-Bretagne, du gouvernement démocratiquement élu de Mosaddegh en Iran, qui avait nationalisé la *Anglo-Iranian Oil Company*, ainsi que le renversement et l'exécution sommaire du dictateur irakien Saddam Hussein en 2003.

La protection des intérêts occidentaux est également confiée aux forces armées des gouvernements de pays tiers par le biais de la fourniture d'armes. Les ventes d'armes garantissent une loyauté à long terme car elles créent des dépendances pour les mises à niveau, les pièces de rechange et la formation. Un autre avantage est que les gouvernements occidentaux peuvent « compenser » leurs dépenses en combustibles fossiles grâce aux bénéfices des exportations d'armes¹¹¹. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Algérie, riches en pétrole, figurent en bonne place sur la liste des clients des pays occidentaux exportateurs d'armes, tout comme l'Égypte, qui contrôle le canal de Suez – la route maritime la plus rapide entre l'Asie et l'Europe –, par laquelle transitent environ 15 % du trafic maritime mondial¹¹². Pendant des décennies, l'Égypte a été l'un des principaux bénéficiaires du financement militaire étranger (FMF) des États-Unis, recevant 1,3 milliard USD par an entre 1987 et 2019, soit environ 25 % du FMF annuel des États-Unis dans le monde¹¹³. L'Égypte compte parmi les 10 premiers importateurs d'armes, avec un total de 22 milliards USD achetés entre 2010 et 2020¹¹⁴. Voir l'étude de cas sur l'Égypte, page 20.

Malgré le regain d'attention dont bénéficient depuis peu les questions climatiques, il convient de noter que la principale ambition du concept stratégique 2022 de l'OTAN n'est pas de répondre à la crise climatique, mais plutôt de maintenir l'hégémonie dirigée par les États-Unis¹¹⁵. Le document fait référence à la lutte contre la Russie, « menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique », et contre la Chine, « concurrent systémique » qui « cherche à contrôler des secteurs technologiques et industriels clés, des infrastructures critiques, ainsi que des matériaux et des chaînes d'approvisionnement stratégiques ». La description que fait l'OTAN de la Chine fait écho aux objectifs qu'elle a elle-même énoncés dans son concept stratégique de 2010, à savoir « développer la capacité de contribuer à la sécurité énergétique, notamment en protégeant les infrastructures énergétiques critiques ainsi que les zones et lignes de transit, la coopération avec les partenaires et les consultations entre Alliés sur la base d'évaluations stratégiques et de plans d'urgence »¹¹⁶. Lorsqu'il s'agit de l'OTAN, les termes utilisés sont « protection » et de « sécurité », alors que la Chine, elle, veut « contrôler ».

La sécurité climatique, lorsqu'elle est mentionnée, est également déclinée en termes de contrôle stratégique, désignée comme un « multiplicateur de menaces » qui affectera les intérêts de sécurité nationale. En effet, une grande partie de la planification militaire des alliés de l'OTAN sur les questions de climat vise à garantir que leurs forces puissent opérer en cas d'élévation du niveau de la mer et de phénomènes météorologiques extrêmes. Selon M. Stoltenberg, l'OTAN doit mieux comprendre le changement climatique et s'y adapter, car il « affecte profondément

l'environnement dans lequel nos hommes et nos femmes opèrent »¹¹⁷. Pour l'OTAN, l'adaptation signifie également la capacité à saisir les opportunités : l'Organisation étend sa présence militaire dans l'Arctique, où la fonte de la calotte glaciaire ouvre de nouvelles possibilités d'exploitation des matières premières et des terres rares. Les forces militaires jouent également un rôle croissant dans les secours apportés en cas de catastrophes dues aux inondations et aux tempêtes, en militarisant des tâches qui pourraient être effectuées par les autorités civiles. Si l'on ajoute à cela la militarisation croissante des frontières¹¹⁸, le risque est que les forces armées soient de plus en plus impliquées dans la gestion des populations à mesure que les catastrophes climatiques s'aggravent.

Tous ces éléments font que les forces militaires de l'OTAN augmentent leur empreinte carbone, en termes de dépenses, d'infrastructures et d'émissions. Il en découle par ailleurs une militarisation croissante du monde et une plus grande rivalité interétatique, alors que précisément, la crise climatique nécessite une coopération mondiale. Comme l'a fait remarquer Lindsay Koshgarian, directrice de programme au *National Priorities Project*, « l'hégémonie militaire mondiale [écologiquement (*ndt*)] durable n'existe pas »¹¹⁹.

RÉAFFECTER LES DÉPENSES MILITAIRES AU BÉNÉFICE DES PAYS VULNÉRABLES AU CLIMAT

Alors que les dépenses militaires explosent et que les pays les plus riches continuent de faire l'impasse sur le financement climatique, les pays les plus pauvres manquent de ressources pour faire face aux conséquences les plus graves du changement climatique. Là encore, la guerre de la Russie contre l'Ukraine n'a fait qu'aggraver les choses. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que l'augmentation des taux d'intérêt, qui s'ajoutent à l'héritage de la pandémie, ont plongé de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire (PRF-PRI) dans de graves problèmes d'endettement. Une étude portant sur 55 des pays les plus vulnérables au climat avait déjà constaté que leurs dettes étaient passées de 464 milliards USD en 2015 à 570 milliards USD en 2018 et à 686 milliards USD en 2020¹²⁰. Cette situation ne fera qu'empirer à mesure que la guerre se prolonge. *Jubilee Debt Campaign* a averti en janvier 2022 que 14 pays risquent à la fois une crise de la dette publique et privée, 22 une crise de la dette du secteur privé, et 21 une crise de la dette du secteur public¹²¹.

Pendant ce temps, les catastrophes provoquées par le changement climatique ont déjà un coût économique et social important. En août 2022, le Pakistan a subi des inondations sans précédent qui ont touché plus de 33 millions de personnes, détruit 1,7 million de foyers et anéanti les récoltes. Les modèles développés par l'initiative *World Weather Attribution* suggèrent que le changement climatique pourrait avoir augmenté l'intensité des précipitations jusqu'à 50 %¹²². Le Pakistan est responsable d'environ 0,6 % des émissions de CO₂ dans le monde¹²³. Le ministre pakistanais de la Planification a d'abord déclaré que le coût des réparations serait d'au moins 10 milliards USD¹²⁴ – soit près de 4 % du PIB – mais selon des estimations plus récentes, ces dommages se chiffrent à 30 milliards USD¹²⁵. Pourtant, le 21 septembre 2022, seuls 60 millions USD avaient été promis en réponse à un appel des Nations unies, soit une infime partie de ce dont le pays aura besoin¹²⁶.



Les inondations au Pakistan ont dévasté des vies et pourraient coûter au pays 30 milliards USD pour s'en remettre.
Crédit : Ali Hyder Junejo (CC by 2.0)

Promesses non tenues et fonds insuffisants

L'expérience du Pakistan illustre l'incapacité des pays les plus riches à dédommager les pays les plus pauvres pour l'impact d'une crise climatique créée en grande partie par leurs émissions de GES passées et présentes. Les coûts économiques prévus des pertes et dommages d'ici 2030 sont estimés entre 290 et 580 milliards USD par an dans les PFR-PRI¹²⁷. À ce jour, cependant, les pays les plus riches n'ont pris aucun engagement contraignant. Créé en 2013, le *Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques* (MIV) s'engage à « améliorer la connaissance et la compréhension », à « renforcer le dialogue, la coordination, la cohérence et les synergies entre les parties prenantes concernées »¹²⁸ ; mais en 2015, à la suite d'une pression intense exercée par les États-Unis et d'autres nations riches, il a été explicitement déclaré que cela « n'implique ni ne constitue la base d'une quelconque responsabilité ou indemnisation »¹²⁹.

À travers l'Accord de Paris, l'ONU s'est engagée à aider financièrement les pays les plus pauvres à atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter – le chiffre global de 100 milliards USD par an évoqué plus haut dans ce document n'a pas encore été atteint. Quand bien même elle serait atteinte, cette somme resterait nettement inférieure à ce qu'il en coûterait réellement à ces nations. Les coûts annuels d'adaptation dans les PFR-PRI sont estimés à 70 milliards USD. Ce chiffre devrait atteindre 140 à 300 milliards USD en 2030 et 280 à 500 milliards USD en 2050¹³⁰. Selon le *Rapport 2020 du PNUÉ sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques*, ce manque de financement signifie que, bien que dotés de plans, la plupart des pays n'ont pas été en mesure de mettre en œuvre des projets d'adaptation pour apporter une protection réelle contre les impacts liés au climat tels que les sécheresses, les inondations et l'élévation du niveau de la mer¹³¹. Les coûts de l'atténuation du changement climatique sont plus difficiles à estimer. *McKinsey* estime à 9,2 milliards USD par an le coût mondial de la transition vers des émissions nettes nulles dans le secteur de l'énergie et d'autres secteurs d'ici 2050¹³². Si cette somme semble considérable, l'absence d'atténuation serait bien plus coûteuse encore.

Réaffecter les dépenses militaires pourrait contribuer à combler le déficit de financement

Ces coûts sont également faibles face à ce que déboursent les pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées : les dix premiers représentent à eux seuls 75 % du total mondial de 2 100 milliards USD. Par exemple, 70 milliards USD de coûts d'adaptation au climat équivalent à 4 % de ce que ces dix pays (États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni, Russie, France, Allemagne, Arabie saoudite, Japon et Corée du Sud) dépensent annuellement pour l'armée (un rapport de 1:23) et à 3 % des dépenses militaires mondiales annuelles (1:30). En d'autres termes, une simple réduction de 5 % des dépenses militaires annuelles des dix plus grands dépensiers militaires suffirait à elle seule à payer intégralement les coûts de l'adaptation au climat au niveau mondial. Si empêcher l'aggravation du changement climatique – la plus grande menace existentielle à laquelle l'humanité ait été confrontée – est un défi majeur et coûteux estimé à 9 000 milliards USD, les dépenses militaires contribueraient à un cinquième de ses coûts.

La focalisation sur les États-Unis – qui, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, sont les plus gros émetteurs historiques de GES et les plus grands dépensiers militaires – montre les opportunités perdues en raison de dépenses militaires excessives. La récente loi Biden sur la réduction de l'inflation, l'axe principal de ses efforts en matière d'action climatique, représente 37 milliards USD par an sur 10 ans. Pourtant, cela ne représente que 4 % du budget annuel de 850 milliards USD du Pentagone (pour 2023) et la moitié de l'augmentation par rapport au budget de 2022 (778 milliards USD)¹³³. Comme l'ont proposé les représentants américains Barbara Lee et Mark Pocan, une réduction annuelle de seulement 100 milliards USD du budget du Pentagone permettrait, sans entraîner de changement de la stratégie actuelle de sécurité nationale des États-Unis, de payer l'installation de l'énergie solaire dans chaque foyer américain¹³⁴.

L'Histoire enseigne également son lot de leçons. Alors que la Guerre froide touchait à sa fin, l'Union soviétique, sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev, a procédé à des réductions unilatérales (de ses dépenses militaires) de 14 % en 1989/90¹³⁵. De même, le président américain Clinton a réduit les budgets militaires de plus de 200 milliards USD, passant du pic de près de 700 milliards USD au plancher de 460 milliards USD, tout en favorisant la prospérité et sans porter atteinte à la sécurité nationale¹³⁶. Ces mesures peuvent sembler inconcevables compte tenu des niveaux actuels d'hostilité entre la Russie et les pays membres de l'OTAN, mais tôt ou tard, des négociations devront être entamées et ne pourront ignorer les questions de dépenses militaires, car elles sont également des facteurs contribuant au conflit actuel. Comme il est dit plus haut, les 30 membres de l'OTAN dépensent collectivement 17 fois ce que la Russie consacre à son armée. Il existe de nombreuses pistes possibles pour réduire les dépenses militaires et, grâce à une diplomatie et des négociations efficaces, ces réductions peuvent également être la clé de la construction d'une paix durable à plus long terme.

Si l'on ajoute à cela d'autres propositions de financement – comme la fin des subventions pour les combustibles fossiles, le décaissement des droits de tirage spéciaux (DTS) et de nouvelles taxes sur l'extraction des combustibles fossiles, les transactions financières, l'aviation et le transport maritime –, l'argent suffirait pour financer l'atténuation, l'adaptation et les pertes et dommages liés au climat, pour autant que cette volonté politique existe¹³⁷.

Ce que les dépenses militaires d'une année des 10 plus gros dépensiers militaires permettraient de payer¹³⁸

- **Promesse d'un financement climatique international pendant 15 ans** (15 fois 100 milliards USD/an) ou
- **Coûts des interventions de l'ONU en cas de catastrophe pour les 315 prochaines années** (5 milliards USD par an) ou
- **Conservation de la biodiversité mondiale pendant 15 ans** (estimé à 100 milliards USD/an – actuellement, seuls 4 à 10 milliards USD y sont consacrés)

Si les dix premières nations réduisaient leurs dépenses militaires annuelles de 5 %, 79 milliards USD seraient disponibles pour financer la lutte contre le changement climatique. Plus encore, si les armées du monde entier réduisaient toutes leurs dépenses militaires annuelles de 5 %, 106 milliards USD pourraient être immédiatement dégagés sans impact significatif sur la sécurité nationale. Les armées occasionnent énormément de gaspillage et des perspectives de réduction de systèmes d'armes coûteux existent, l'exemple le plus évident étant les armes nucléaires.

La *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires* (ICAN) note que dans ce total mondial de dépenses militaires, neuf nations ont dépensé à elles seules 82 milliards USD pour leurs arsenaux nucléaires en 2020 (un supplément 5 milliards USD depuis 2019). Ces dépenses couvriraient à elles seules 80 % des financements annuels promis pour le climat.

Construire une transition juste

Diverses initiatives mondiales ont été lancées pour répondre à la nécessité d'une transition écologique et d'un changement systémique, parfois appelés « Green New Deal »¹³⁹, « Eco Social Pact »¹⁴⁰ ou « Just Transition »¹⁴¹. Ces programmes varient mais plaident généralement en faveur de réformes sociales et économiques ambitieuses financées par les gouvernements et de projets de travaux publics basés sur les énergies renouvelables, des ressources efficaces et la décarbonisation. Cependant, la plupart d'entre eux ne prennent pas en compte le rôle des armées du monde entier, bien que celles-ci soient les principales utilisatrices de pétrole et qu'elles fassent partie intégrante de l'économie des combustibles fossiles. Il est essentiel d'inclure l'industrie mondiale militaire et de défense dans la réflexion et la planification du *New Deal Vvert* ou de la « transition juste » afin de parvenir à une prospérité non seulement « verte », mais aussi *pacifique*¹⁴².

Tenir compte du militaire dans la planification de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique est indispensable non seulement parce que cela aiderait à réinvestir les capitaux dépensés dans la défense pour financer la transition, mais aussi parce que les travailleurs des armées et de l'industrie de l'armement jouissent d'une expertise qui pourrait contribuer à la transition vers des énergies renouvelables. L'industrie militaire américaine, par exemple, emploie directement près d'un million de personnes, soit environ 15 % de l'ensemble des employés du secteur manufacturier américain¹⁴³. Trois autres millions de personnes sont employées par le ministère américain de la Défense, soit comme personnel de service actif, soit comme personnel civil de soutien, ce qui fait du Pentagone le plus grand employeur au monde, juste derrière l'Armée populaire de libération de Chine¹⁴⁴. Tous ces travailleurs devront être à l'avant-garde d'une transition climatique juste, et leurs compétences et connaissances joueront un rôle précieux.

Le projet *National Priorities*, basé aux États-Unis, a produit un document intitulé « Just Transition Route for Defence Workers (plan d'une transition juste pour les travailleurs de la défense) »¹⁴⁵. En s'inspirant des différentes expériences de fermeture de mines de charbon et de centrales électriques au charbon aux États-Unis, le projet a cherché à en tirer des enseignements pour appliquer cette transition à l'économie militaire. Il s'agit notamment de plans préventifs, d'un soutien à court et à long termes pour les travailleurs, de l'implication des travailleurs locaux et des communautés de première ligne dans les plans de transition, ainsi que du consentement éclairé et de la consultation permanente tout au long du processus. Le projet de l'Université de Glasgow intitulée « Decarbonising and diversifying defence in the US and the UK : A workers' enquiry for a

Just Transition » a interrogé des travailleurs de l'industrie militaire et des représentants syndicaux aux États-Unis et au Royaume-Uni et a révélé l'existence d'une attitude de soutien vis-à-vis du changement¹⁴⁶. L'un des travailleurs de l'industrie aux États-Unis s'est exprimé ainsi : « Je serais heureux de perdre cet emploi et d'en trouver un autre. Et, si c'était dans le domaine des ressources renouvelables, de la recherche ou du travail, ce serait fantastique. ... Je me sentirais mieux dans ma vie si je faisais cela. ... Je pense qu'il est important que je fasse mon travail correctement pour assurer la sécurité des gens. ... Si je préférerais faire quelque chose qui soit plus pertinent pour le monde ? Absolument ! ».

D'autres recherches révèlent que si le même montant d'investissement public actuellement consacré aux travailleurs de l'industrie militaire était plutôt investi dans les secteurs renouvelables et autres, cela créerait davantage d'emplois. Une étude du *Watson Institute* de la *Brown University* montre que pour un même volume de dépenses publiques, 40 % d'emplois supplémentaires seraient créés dans les infrastructures ou l'industrie des énergies propres, 100 % d'emplois supplémentaires dans la santé et 120 % d'emplois supplémentaires dans l'éducation¹⁴⁷.

Un *New Deal Vert* qui réduirait et réorienterait activement les dépenses militaires vers les dépenses climatiques¹⁴⁸, tout en aidant les travailleurs de l'industrie militaire à travailler dans une économie durable et florissante à faible émission de carbone¹⁴⁹, offrirait une solution gagnante tant pour les travailleurs que pour le climat.

CONCLUSION

Ce rapport a montré que toutes les ressources et les capacités possibles doivent être mises au service de la défense – la défense de la planète et de chaque être vivant car nous sommes au bord du précipice d'un changement climatique catastrophique.

Elle a également montré que les principales nations polluantes du monde ne donnent pas la priorité à l'action climatique et ne consacrent pas les ressources nécessaires pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter aux effets néfastes du climat. Au contraire, elles investissent dans une course aux armements accélérée qui rejette encore plus de GES dans l'atmosphère et détourne les ressources et les capacités que nécessite la lutte contre la crise climatique. L'année 2022 a connu un pic de dépenses militaires, avec un crescendo d'appels à l'augmentation. Cela ne pourrait pas tomber plus mal, les climatologues avertissant qu'il ne reste qu'une petite fenêtre de temps, qui se rétrécit, pour agir de manière décisive.

Pire encore, les plus grandes puissances militaires jettent de l'huile sur le feu en vendant des armes aux gouvernements de nombreux pays appauvris, qui sont les plus touchés par le changement climatique. Au lieu de financer les communautés les plus pauvres pour qu'elles puissent s'adapter et faire face aux conséquences négatives du changement climatique, les pays les plus riches concluent avec eux des contrats d'armement qui attisent les divisions, provoquent la violence et favorisent la répression exercée par les forces militaires et de sécurité. La militarisation des communautés affectées par le climat est la pire forme de « maladaptation » au climat.

Cette voie de la militarisation et de la division internationale n'est pas inévitable. Elle est le résultat de choix politiques. La fin de la Guerre froide au début des années 1990 a montré qu'il était possible pour les grandes puissances belligérantes de négocier et de s'entendre pour réduire les dépenses militaires, accroître la collaboration et investir dans la paix. Ce moment a été perdu, et semble aujourd'hui plus éloigné que jamais.

Il est impératif, dans l'intérêt de tous, de se réapproprier cette opportunité et que toute la société civile s'unisse pour l'exiger. Le fait que le changement climatique ne connaisse pas de frontières nationales souligne la nécessité de s'unir au-delà des pays et des États pour trouver des solutions efficaces à une crise mondiale. C'est aussi l'occasion d'établir un terrain d'entente. Unir nos forces au-delà des frontières pour faire face à la plus grande menace qui pèse sur notre planète commune est le meilleur et le seul moyen de construire un avenir sûr et pacifique.

Notes

- 1 <https://press.un.org/en/2022/sgsm21228.doc.htm>
- 2 <https://www.statista.com/statistics/1303432/total-bilateral-aid-to-ukraine/>.
Converti en USD sur la base du taux de change moyen pour 2022 (1 EUR = 1,0587 USD).
- 3 La responsabilité historique des émissions est basée sur le *Climate Equity Reference Calculator* (<https://calculator.climateequityreference.org/>) avec les paramètres suivants : Niveau d'ambition global : Norme de 1,5°C (« chance supérieure ou égale à 50 % de rester en dessous de 1,5°C en 2100 ») ; Responsabilité historique : calculée sur la base des émissions cumulées depuis 1850 ; Capacité d'agir, calculée de manière de plus en plus progressive sur le plan économique : Seuil de développement de 7 500 USD ; Poids relatif de la responsabilité historique par rapport à la capacité économique d'agir : 50%-50% ; Année d'affichage : 2025. Il n'y a pas de classement entre les pays ayant le même pourcentage de responsabilité historique, ce qui explique les fourchettes indiquées pour l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et l'Inde.
- 4 Toutes les données sont tirées de la base de données SIPRI sur les dépenses militaires : <https://milex.sipri.org/sipri>
- 5 Le *Climate Equity Reference Calculator* ne donne pas de classement entre les pays ayant le même pourcentage, d'où les écarts de classement dans cette colonne.
- 6 Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis et Communauté européenne.
- 7 L'Islande n'a pas de forces armées.
- 8 Parkinson, S. Cottrell, L. (2022), Estimating the global military's greenhouse gas emissions, Scientists for Global Responsibility/Conflict and Environment Observatory. <https://www.sgr.org.uk/publications/estimating-military-s-global-greenhouse-gas-emissions>
- 9 Commission européenne (2022, 18 mai), « L'UE intensifie son action pour renforcer ses capacités et sa base industrielle et technologique de défense: vers un cadre de l'UE pour les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense ». Communiqué de presse. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_3143
- 10 Document d'information de *TNI* et *StopWapenhandel* sur l'Ukraine, les dépenses militaires et l'industrie de l'armement (à paraître fin 2022).
- 11 Edmondson, C. (2022, 14 juillet), « House passes USD 840 billion Military Policy Bill ». *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2022/07/14/us/politics/house-military-policy-bill.html>
- 12 Connolly, A. (2022, 7 avril), « Canadian military budget will grow by USD8B as policy review seeks to reset defence vision ». *Global News*. <https://globalnews.ca/news/8743608/canada-budget-defence-spending-plans/>
- 13 Buddhavarapu, Ravi (2022, 17 juin), « Jolted by the Ukraine war and China's aggression, Japan looks to boost its defence capability ». *CNBC*. <https://www.cnbc.com/2022/06/17/japan-to-boost-its-defence-capability-amid-ukraine-guerre-chine-agression.html>
- 14 Gouvernement australien, ministère de la Défense (2022, 29 mars), « Budget 2022-23 delivers record investment in Defence and supporting our veterans ». Communiqué de presse. <https://www.minister.defence.gov.au/minister/peter-dutton/media-releases/budget-2022-23-delivers-record-investment-defence-and>
- 15 Cherney, M. (2022, 10 mars), « Australia to boost size of military, intensifying effort to counter China ». *Wall Street Journal*. <https://www.wsj.com/articles/australia-to-boost-size-of-military-intensifying-effort-to-counter-china-11646903670>
- 16 Tass News Agency (2022, 28 septembre), « Budget proposal calls for more than 13.7 tln rubles for Russia's defense in 2023-2025 » ; SIPRI (2022 octobre), Implementation of the Russian Federal Budget during January-July 2022 and spending on the military, Background Paper. https://sipri.org/sites/default/files/2022-10/bp_2210_russiananmilex.pdf
- 17 Tian, Y.L. (2022, 5 mars), China defence spending outpace GDP target this year, Reuters. <https://www.reuters.com/markets/asia/china-defence-spending-rise-outpace-gdp-target-this-year-2022-03-05/>
- 18 Cheung, T. M. (2022, 24 octobre), Russia's Ukraine Disaster Exposes China's Military Weakness. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2022/10/24/russias-ukraine-disaster-exposes-chinas-military-weakness/>
- 19 Chiffres sur les dépenses militaires en 2021 ; base de données SIPRI sur les dépenses militaires : <https://milex.sipri.org/sipri>.
- 20 IISS (2022), The Military Balance 2022. <https://www.iiss.org/publications/the-military-balance>
- 21 Document d'information non publié sur l'Ukraine, les dépenses militaires et l'industrie de l'armement.
- 22 Les nouveaux membres de l'OTAN – la Suède et la Finlande – ont dépensé ensemble environ 0,7 % du total mondial en 2021.
- 23 Agence européenne de défense (2021, décembre), « Defence Data 2019-2020: Key findings and analysis ». <https://eda.europa.eu/docs/default-source/brochures/eda---defence-data-report-2019-2020.pdf>
- 24 Lopes da Silva, D. *et al.* (avril 2022), *op. cit.*
- 25 Parker, C. et Fisher, L. (2022, 28 mars), « Defence companies having a good war in Ukraine as shares skyrocket ». *The Times*. <https://www.thetimes.co.uk/article/defence-stocks-skyrocket-amid-huge-reinvestment-in-weapons-pendant-ukraine-guerre-d5rtljnd9>
- 26 Document d'information non publié sur l'Ukraine, les dépenses militaires et l'industrie de l'armement.
- 27 Parkinson, S. et Cottrell, L. (2021, février), « Under the radar: The Carbon Footprint of Europe's military sectors ». SGR et CEOBS. https://ceobs.org/wp-content/uploads/2021/02/Under-the-radar_the-carbon-footprint-of-the-EUs-military-sectors.pdf

- 28 OCDE (2022, juillet), Tendances agrégées du financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2020. Paris : Éditions de l'OCDE. <https://www.oecd.org/fr/environnement/tendances-agregees-du-financement-climatique-fourni-et-mobilise-par-les-pays-developpes-en-2013-2020-2bf47c90-fr.htm> ; « Note : La somme des composantes peut ne pas correspondre aux totaux en raison des arrondis. L'absence de données en 2015 pour les financements privés mobilisés résulte de la mise en œuvre de méthodes de mesure améliorées. Par conséquent, les totaux en 2016-20 et en 2013-14 ne sont pas directement comparables. ».
- 29 Johnson, Z. et Kitchens West, M. (2021, 24 novembre), « Outcomes of COP26 - and what they mean for climate finance advocacy ». Commentaire du Donor Tracker. Seek Development. <https://donortracker.org/insights/outcomes-cop26-and-what-they-mean-climate-finance-advocacy>
- 30 L'OCDE (voir note 14) a également conclu que « [l]es prêts continuent d'être le principal instrument des financements publics en faveur du climat ».
- 31 Carty, T., Kowalzig, J. et Peterson, A. (2016, novembre), Les vrais chiffres des financements climat. *Oxfam International*. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/bp-climate-finance-shadow-report-031116-fr.pdf>
- 32 Carty, T. et le Comte, A. (2018, mai), 2018 : les vrais chiffres des financements climat. *Oxfam International*. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-climate-finance-shadow-report-030518-fr.pdf
- 33 Carty, T., Kowalzig, J. et Zagama, B. (2020, octobre) 2020 : les vrais chiffres des financements climat. *Oxfam International*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621066/bp-climate-finance-shadow-report-2020-201020-fr.pdf>
- 34 *Oxfam International* (2021, 20 septembre) « En 6 ans, les pays les plus pauvres devraient se voir privés de 75 milliards de dollars de financements climat ». Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/en-6-ans-les-pays-les-plus-pauvres-devraient-se-voir-privés-de-75-milliards-de>
- 35 Hattle, A. (2022, juin), That's not new money: Assessing how much public climate finance has been 'new and additional' to support for development. CARE Denmark et CARE Climate Justice Center. https://www.care-international.org/sites/default/files/2022-06/That%27s%20Not%20New%20Money_FULL_16.6.22.pdf
- 36 *Oxfam International* (2021, 20 septembre) « En 6 ans, les pays les plus pauvres devraient se voir privés de 75 milliards de dollars de financements climat », *op. cit.*
- 37 Deen, T. (2022, 15 avril), « War in Ukraine & rise in arms spending undermine development aid to the world's poor ». IPS. <https://www.ipsnews.net/2022/04/war-ukraine-rise-arms-spending-undermine-development-aid-worlds-poor/> ; « Selon l'ODI [anciennement l'Overseas Development Institute], le Royaume-Uni a traditionnellement peu dépensé en faveur du climat et il est «très probable» que le pays n'ait pas respecté son engagement de 5,8 milliards GBP entre 2016 et 2021. »
- 38 O'Callaghan, L. (2022, 21 septembre), « West told prioritising arms for Ukraine [over] climate finance is a "huge mistake" ». *The National*. <https://www.thenationalnews.com/world/uk-news/2022/09/21/west-told-prioritising-arms-for-ukraine-arms-climate-finance-is-a-huge-mistake/>
- 39 van Halm, I. (2022, 11 juillet), « Weekly data: UK diverts climate finance to Ukraine ». *Energy Monitor*. <https://www.energymonitor.ai/policy/just-transition/weekly-data-uk-diverts-climate-finance-to-ukraine> ; Mathiesen K. (2022, 30 juin), « UK to use climate aid cash to buy weapons for Ukraine ». Politico EU. <https://www.politico.eu/article/uk-use-climate-aid-cash-buy-weapon-ukraine/>
- 40 Kvamsdal Sveen, S. et Krüger, L. (2022, 16 mars), « Dette er fullstendig gal måte å drive bistands- og utenrikspolitikk ». Bistands Aktuelt. <https://www.bistandsaktuelt.no/bistand-bistandsorganisasjoner-ukraina/dette-er-fullstendig-gal-mate-a-drive-bistands-og-utenrikspolitikk/306202>
- 41 Tweede Kamer der Staten-Generaal (2022, 20 mai), « "oorjaarsnota 2022 - brief van de minister van Financiën ». 36 120 nr 1. <https://open.overheid.nl/repository/ronl-cd49d7feb669ed9761b226ecf9d07ae84ee88d1/1/pdf/voorjaarsnota-2022-v2.pdf>
- 42 Parkinson, S. et Cottrell, L. (2021, février), *op. cit.*
- 43 Base de données SIPRI sur les transferts d'armes - Tableaux des valeurs indicatrices de tendance (TIV) des importateurs/exportateurs. <https://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php> ; pour l'UE, voir également le navigateur de données du réseau ENAAT EU Export Data Browser, basé sur les rapports annuels du Journal officiel de l'Union européenne sur le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements. <http://enaat.org/eu-export-browser>
- 44 https://fpi.ec.europa.eu/what-we-do/european-peace-facility_en
- 45 Hauck, V. (2022, 14 mars), « The European Peace Facility and Ukraine: Implications for Africa-Europe relations ». *ECDPM*. <https://ecdpm.org/talking-points/european-peace-facility-ukraine-implications-africa-europe-relations/>
- 46 Déclaration conjointe de la société civile (2020, novembre), « European 'Peace' Facility: Causing harm or bringing peace? ». <https://paxforpeace.nl/media/download/european-peace-facility-joint-cso-statement.pdf> ; voir également : Maletta, G. et Héau, L. (2022, juin), Funding Arms Transfers Through the European Peace Facility: Preventing risks of diversion and misuse. SIPRI. https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-06/2206_supplying_weapons_through_the_epf_1.pdf
- 47 <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>
- 48 Base de données du SIPRI sur les transferts d'armes - Tableaux des TIV des importateurs/exportateurs. <https://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php> ; pour l'UE, voir également le navigateur de données du réseau ENAAT EU sur les exportations, basé sur les rapports annuels du Journal officiel de l'Union européenne sur le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armes. <http://enaat.org/eu-export-browser> ; base de données du SIPRI sur les embargos sur les armes. <https://www.sipri.org/databases/embargoes>
- 49 *Ibid.*

- 50 Yam, E. (2021, 2 juin), « Does climate change cause conflict? ». International Growth Centre. <https://www.theigc.org/blog/does-climate-change-cause-conflict/> ; UNFCC (2022, 12 juillet), « Conflict et climat ». <https://unfccc.int/blog/conflict-and-climate>
- 51 Kloos, J., Gebert, N., Rosenfeld, T. et Renaud, F.G. (2013), « Climate change, water conflicts and human security: regional assessment and policy guidelines for the Mediterranean, Middle East and Sahel ». *Environmental Science*.
- 52 Wezeman, P., Kuimova A. et Wezeman, S. (2022), « Trends in International Arms Transfers, 2021 », SIPRI Factsheet. Mars. <https://sipri.org/publications/2022/sipri-fact-sheets/trends-international-arms-transfers-2021>
- 53 Frohlich, T (2019), Saudi Arabia buys the most weapons from the US government. See what other countries top list. *USA Today*, 26 mars. <https://eu.usatoday.com/story/money/2019/03/26/us-arms-sales-these-countries-buy-most-weapons-government/39208809/>
- 54 *Egypt Today Staff* (2021), « Egypt imported arms worth 725 million euros from Germany in 2020: Ambassador ». 3 janvier. <https://www.egypttoday.com/Article/1/96047/Egypt-imported-arms-worth-725-million-euros-from-Germany-in>
- 55 Ball, S. (2015, 13 février), « France hails Rafale jet sales to Egypt, but are human rights being ignored? ». <https://www.france24.com/en/20150213-france-hails-rafale-jet-sale-egypt-but-human-rights-ignored>
- 56 *DW News* (2022, 18 janvier).
- 57 *Il Fatto Quotidiano* (2020, 8 juin), « Des armes pour l'Égypte, le feu vert pour la vente de 2 frégates Fremm au régime d'Al-Sisi arrive de Rome. Le contrat fait partie d'une commande de 9 milliards USD »(titre traduit de l'italien). <https://www.ilfattoquotidiano.it/2020/06/08/armi-allegitto-da-roma-arriva-il-via-libera-alla-vendita-di-2-fregate-fremm-al-regime-di-al-sisi/5828452/>
- 58 Schenker, D. et Trager, E. (2014), « Egypt's arms deal with Russia: potential strategic costs ». *Policy Analysis/PolicyWatch* 22184, mars. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/egypts-arms-deal-russia-potential-strategic-costs>
- 59 US Department of State – Bureau of Near Eastern Affairs (2022), « U.S. Relations With Egypt - 29 April ». <https://www.state.gov/u-s-relations-with-egypt/>
- 60 Lee, M. (2022, 29 janvier), « Days after massive arms deal, US halts Egypt military aid over human rights concerns ». <https://www.timesofisrael.com/days-after-massive-arms-deal-us-halts-egypt-military-aid-over-human-rights-concerns/>
- 61 Kuimova, A. (2020), « Understanding Egyptian military expenditure ». SIPRI Background Paper, octobre. https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-10/bp_2010_egyptian_military_spending_2.pdf
- 62 RANE Assessments(2018, 9 octobre), « Egypt goes on an arms spending spree ». <https://worldview.stratfor.com/article/egypt-goes-arms-spending-spreed>
- 63 Akkerman, M. (2018, 11 mai), Expanding the fortress: The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalisation programme. Amsterdam : TNI. <https://www.tni.org/en/publication/expanding-the-fortress>
- 64 *Tol Staff and Agencies* (2015, 15 novembre), « Egypt police kill 15 Sudanese migrants at Israel border ». <https://www.timesofisrael.com/egypt-police-kill-15-sudanese-migrants-at-israel-border/>
- 65 Bahaa Ayad (2019, 29 septembre), « European Union supports Egypt's efforts and commitment to compact "illegal" immigration ». <https://www.elwatannews.com/news/details/4358419>
- 66 Commission européenne (2018), EUR-Lex - 52018SC0337, Document de travail des services de la Commission - Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil, instituant l'Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale. 14 juin. <https://eurlex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52018SC0337>
- FRONTEX (2022), Cooperation with non-EU countries. <https://frontex.europa.eu/we-build/other-partners-and-projects/non-eu-countries/>
- 67 *State Watch* (2022, 15 septembre), « L'UE fournit 80 millions EUR aux garde-côtes égyptiens ». <https://www.statewatch.org/news/2022/september/eu-to-provide-80-million-to-egyptian-coast-guard/>
- 68 Deutscher Bundestag (2017, 27 avril), « Sicherheitsabkommen mit Ägypten und Tunesien gebilligt ». Drucksache 18/11508, Drucksache 18/11509. <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2017/kw17-de-aegypten-tunesien-501784>
- 69 *EuroMed Rights* (2016, 15 septembre)) Egypt: crackdown against civil society intensifies. <https://euromedrights.org/publication/egypt-crackdown-civil-society-intensifies/>
- 70 Gennaro, G. et Teti, A. (2020, 24 septembre), « Egypt's repression against civil society ». <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/egypts-repression-against-civil-society-27414>
- 71 Hamed, A. (2020, 8 juillet), « Military economic empire ». <https://www.alraiah.net/index.php/political-analysis/item/5308-the-military-military-empire>
- 72 Sayigh, Y. (2019, 18 novembre), Owners of the Republic: An anatomy of Egypt's military economy. <https://carnegie-mec.org/2019/11/18/owners-of-republic-anatomy-of-egypt-s-military-economy-pub-80325>
- 73 Al-Raggal, A. (2022, 24 septembre), « Land in Egypt: a struggle for power, wealth, and survival ». <https://assafirarabi.com/en/47676/2022/09/24/land-in-egypt-a-struggle-for-power-wealth-and-survival/>
- 74 Elshahed, M. (2014, 7 avril), « From Tahrir Square to Emaar Square: Cairo's private road to a private city », *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/cities/2014/apr/07/tahrir-square-emaar-square-cairo-private-road-city/> ; Farid, D. (2014, 18 février), « Emaar Misr signs protocol with Ministers of Defence, Investment and Local Development ». <http://www.dailynewsegypt.com/2014/02/18/emaar-misr-signs-protocol-ministers-defence-investment-local-development/>
- 75 *The Washington Post* (2014, 16 mars), « Egyptian military expands its economic control of the state economy ». https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/egyptian-military-expands-its-economic-control/2014/03/16/39508b52-a554-11e3-b865-38b254d92063_story.html

- 76 Marsh, Nicholas (2017, 16 mai), « Brothers Came Back with Weapons: The Effects of Arms Proliferation from Libya ». PRISM, vol. 6, n° 4. <https://cco.ndu.edu/News/Article/1171858/brothers-came-back-with-weapons-the-effects-of-arms-proliferation-from-libya/>
- 77 Index Mundi (2021, 18 septembre), « Egypt Military equipment inventories and acquisitions ». https://www.indexmundi.com/egypt/military_equipment_inventories_and_acquisitions.html
- 78 Free Korea (2017), « Leaked U.N. report reveals record seizure of North Korean arms in Egypt », 8 février. <https://freekorea.us/2017/02/leaked-u-n-report-reveals-record-north-korean-arms-seizure-last-august-in-egypt/>
- 79 Human Rights Watch (2022, 12 septembre), « Egypt: Government undermining environmental groups ». <https://www.hrw.org/ar/news/2022/09/12/egypt-government-undermining-environmental-groups> ; Associated Press (2022, 7 octobre), « UN experts: Egypt hinders civil society role in COP27 ». <https://abcnews.go.com/International/wireStory/experts-egypt-hinders-civil-society-role-cop27-91170779>
- 80 Mohamed, H. (2022, 4 octobre), « Waiting for the Climate Summit: Egypt cuts down trees and hastens the sinking of its coasts ». [en arabe]. <https://daraj.com/99095/>
- 81 Daily News Egypt (2021, 9 juin), « L'Égypte signe 98 accords pétroliers d'une valeur de 74 milliards USD depuis 2014: Petroleum Minister ». <https://dailynewsegyp.com/2021/06/09/egypt-signs-98-oil-agreements-worth-74bn-since-2014-petroleum-minister/>
- 82 Tanchum, M. (2020, 24 septembre), « Egypt's prospects as an energy export hub across three continents ». <https://www.ispionline.it/it/publicazione/egypts-prospects-energy-export-hub-across-three-continents-27408#.X2xuKMxjdCE.twitter>
- 83 El Wardany, S. (2021, 27 janvier), « Egypt to reopen LNG plant in push to be major European supplier ». <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-01-27/egypt-set-to-revive-lng-export-push-by-reopening-damietta-plant?sref=P6xTtEaF> ; McDonnell, T. (2022), « Egyptians are sweating so other countries can stay cool », 11 août. <https://qz.com/1913772/qatar-leads-fierce-global-race-for-liquified-natural-gas/>
- 84 State Information Service (2022, 4 septembre), « Egypt and Climate Change ». <https://www.sis.gov.eg/Story/160255/Egypt-and-Climate-Change?lang=en-us>
- 85 Buxton, N. (2021), « Primer on Climate Security ». Amsterdam : Transnational Institute. <https://www.tni.org/en/publication/primer-on-climate-security>
- 86 Plan d'action de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité, 14-Jun.-2021. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_185174.htm
- 87 Stoltenberg J. (2022), Opening speech by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the High-Level Dialogue on Climate and Security, NATO Public Forum. https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_197168.htm
- 88 Weir, D. (2022), « NATO won't say how it will count its emissions », site web du CEOB, 29 juin. <https://ceobs.org/nato-wont-say-how-it-will-count-its-carbon-emissions/>
- 89 Ministère de la Défense de la France (2022), Stratégie Climat & Défense. <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/ministere-armees/Pr%C3%A9sentation%20strat%C3%A9gie%20Climat%20et%20d%C3%A9fense.pdf>
- 90 Ministère de la défense du Royaume-Uni (2021), Climate Change and Sustainability Strategic Approach. <https://www.gov.uk/government/publications/ministry-of-defence-climate-change-and-sustainability-strategic-approach>
- 91 Département de la Défense (2021), Climate Adaptation Plan. <https://media.defense.gov/2021/Oct/07/2002869699/-1/-1/0/DEPARTMENT-OF-DEFENSE-CLIMATE-ADAPTATION-PLAN.PDF>
- 92 US Army Climate Strategy Implementation Plan (2022, février) https://www.army.mil/e2/downloads/rv7/about/2022_Army_Climate_Strategy_Implementation_Plan_FY23-FY27.pdf (en anglais)
- US Department of the Navy Climate Action 2030 (2022, mai). <https://news.usni.org/2022/05/24/department-of-the-navy-climate-action-2030>
- 93 Belcher, O., Bigger, P., Neimark, B. et Kennelly, C. (2020), « Hidden carbon costs of the “everywhere war”: Logistics, geopolitical ecology, and the carbon boot-print of the US military ». Transactions of the Institute of British Geographers, 45(1) : 65- 80. <https://doi.org/10.1111/tran.12319>
- 94 Dyke, J., Watson, R. et Knorr, W. (2022) Climate scientists: concept of net zero is a dangerous trap. *The Conversation*. <https://theconversation.com/climate-scientists-concept-of-net-zero-is-a-dangerous-trap-157368>
- 95 US Army (2022), United States Army Climate strategy. https://www.army.mil/e2/downloads/rv7/about/2022_army_climate_strategy.pdf
- 96 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-30/small-modular-reactors-may-produce-far-more-nuclear-waste-study-says>
- 97 Ministère de la Défense de la France (2022), *op. cit.*
- 98 Crawford, N. C. (2019), *op. cit.*
- 99 Stream News (2019, 18 octobre), Norway worries that F-35 pollutes the environment. <https://www.streamnews.net/article/Norway-worries-that-F35-pollutes-the-environment-m8v2kHNT>
- 100 Asher, F. (2022), « The mirage of zero emissions flying ». *Responsible Science*, avril 2022. <https://www.sgr.org.uk/resources/mirage-zero-emissions-flying>
- 101 International Military Center for Climate and Security (2022), The World Climate and Security Report 2022: Decarbonized Defense - Combating Climate Change and Increasing Operational Effectiveness with Clean Military Power, The Need for Clean Military Power in the Age of Climate Change. <https://imccs.org/decarbonized-defense-the-need-for-clean-military-power-in-the-age-of-climate-change/>
- 102 *Friends of the Earth* (2017, 14 septembre), « 4 Reasons biofuels aren't the answer to climate change ». <https://friendsoftheearth.uk/sustainable-living/4-reasons-biofuels-arent-answer-climate-change>

- 103 Barnard, M. (2022, mai), Assessing EU plans to import hydrogen from North Africa: The cases of Morocco, Algeria and Egypt (Transnational Institute/Corporate European Observatory) <https://www.tni.org/en/publication/assessing-eu-plans-to-import-hydrogen-from-north-africa>
- 104 Machi, V. (2022), « Vehicle makers court armed forces with hybrid, electric rides ». *Defense News*, juillet, p. 14-15.
- 105 Stoltenberg J. (2022), *op. cit.*
- 106 US Air Force (2022, 5 octobre), Department of the Air Force rolls out plan addressing climate change. <https://www.af.mil/News/Article-Display/Article/3178524/departement-of-the-air-force-rolls-out-plan-addressing-climate-change/>
- 107 Crawford N.C. (2022, 17 mars), « US army plan to combat climate change lacks the fighting spirit », Bulletin of Atomic Scientist. <https://thebulletin.org/2022/03/us-army-plan-to-combat-climate-change-lacks-the-fighting-spirit/#post-heading>
- 108 Rosenthal E. (2010, 4 octobre), « U.S. military orders less dependence on fossil fuels ». *The New York Times*.
- 109 Echols, C. (2022, août), US foreign arms sales spike to nearly \$20B in the dog days of summer. <https://responsiblestatecraft.org/2022/08/10/us-foreign-arms-sales-spike-to-nearly-20b-in-the-dog-days-of-summer/>
- 110 Parlement européen (2022), Résolution du Parlement européen du 7 juin 2022 sur la feuille de route du SEAE sur le changement climatique et la défense. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2022-0223_FR.html
- 111 Wearing D. (2018) *AngloArabia. Why Gulf Wealth Matters to Britain*. Cambridge : Polity.
- 112 Reuters Staff (2021), « Factbox - The Suez Canal: a vital oil transit route with an ancient history ». <https://www.reuters.com/article/egypt-suezcanal-oil-idINKBN2BI26C>
- 113 Hartung, W.D. et Binder S. (2020), « U.S. Security assistance to Egypt - Examining the Return on Investment ». Project on Middle East Democracy et Center for International Policy. https://pomed.org/wp-content/uploads/2020/05/200506_SecurityAssistanceToEgypt.pdf
- 114 Uddin, R (2020), « Britain, the Middle East and arms sales: A breakdown ». *Middle East Eye*. <https://www.middleeasteye.net/news/britain-middle-east-arms-sales-breakdown>
- 115 OTAN (2022), Concept stratégique. <https://www.nato.int/strategic-concept/fr.html>
- 116 OTAN (2010), « Engagement actif, défense moderne. Concept stratégique pour la défense et la sécurité des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Lisbonne ». https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_68580.htm
- 117 Stoltenberg J. (2022), *op. cit.*
- 118 Voir le travail de TNI sur ce sujet. <https://www.tni.org/en/publication/border-wars>
- 119 Kitchlew, I. (2022, 10 mars), « Is super-polluting Pentagon's climate plan just "military-grade greenwash"? ». *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/us-news/2022/mar/10/pentagon-us-military-emissions-climate-crisis>
- 120 Vulnerable 20 Group (2022) V20 Debt Review: An account of debt in the Vulnerable Group of Twenty. Global Development Policy Center. <https://www.v-20.org/resources/publications/v20-debt-review>
- 121 Debt Justice (2022, janvier), Communiqué de presse : La crise croissante de la dette mondiale va s'aggraver avec la hausse des taux d'intérêt. <https://debtjustice.org.uk/press-release/growing-debt-crisis-to-worsen-with-interest-rate-rises>
- 122 Reuters (2022, 13 septembre), Le chef de l'ONU déclare qu'il faut mettre fin à la « course aux combustibles fossiles » alors qu'un rapport avertit que le monde se dirige dans la « mauvaise direction ». <http://www.cnn.com/2022/09/13/world/climate-wmo-report-un-intl/index.html>
- 123 Basé uniquement sur la consommation de combustibles fossiles - Voir https://edgar.jrc.ec.europa.eu/country_profile/PAK
- 124 Nugent, C. (2022, 1er septembre), Pakistan Flooding Raises Tough Questions About Who Should Pay For Catastrophic Climate Impacts. <https://time.com/6210211/pakistan-floods-cost/>
- 125 Mangi, F., Dilawar, I. (2022, 15 Sept), More Floods Loom in Pakistan as Damage May Climb to USD30 Billion. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-09-15/more-floods-loom-in-pakistan-as-damage-may-climb-to-30-billion>
- 126 *Pakistan Standard*, (2022, 22 sept), Pakistan, U.N. to Revise Upwards Flash Appeal for Flood Aid. <https://www.pakistanstandard.com/pakistan-u-n-to-revise-upwards-flash-appeal-for-flood-aid/>
- 127 Mechler, R. Bouwer, L., Shinko, T., Surminski, S. Linnerooth-Bayer, J. (ouvrage collectif) (2019), Loss and Damage from Climate Change, Climate Risk Management, Policy and Governance. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-72026-5>
- 128 CCNUCC. (2014, 31 janvier), Rapport de la Conférence des Parties sur sa dix-neuvième session, tenue à Varsovie du 11 au 23 novembre 20. <https://unfccc.int/fr/node/8105>)
- 129 CCNUCC, (2016, 29 janvier), Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt-et-unième session, tenue à Paris du 30 novembre au 13 décembre 2015. <https://unfccc.int/fr/node/9097>
- 130 PNUE (2021), Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques. <https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2020-sur-lecart-entre-les-besoins-et-les-perspectives-en-matiere-dadaptation-aux>
- 131 *Ibid.*
- 132 McKinsey & Company (2022, janvier), The net-zero transition: What it would cost, what it could bring. <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/the-net-zero-transition-what-it-would-cost-what-it-could-bring>
- 133 Semler, S. (2022, août), Why isn't the IRA bigger and better, Substack Speaking Security newsletter. <https://stephensemeler.substack.com/p/why-isnt-the-ira-bigger-and-better>

- 134 Koshgarian, L. (2022, juillet), The Pentagon doesn't need more money. These things do. <https://www.nationalpriorities.org/blog/2022/07/08/dont-give-100-billion-pentagon-do-instead/>
- 135 Keller, B (1989, Jan 19), Gorbachev promises big cut in military spending, *New York Times*, <https://www.nytimes.com/1989/01/19/world/gorbachev-promises-big-cut-in-military-spending.html>
- 136 En prix en USD constants de 2020. <https://milex.sipri.org/sipri>
- 137 Harvey, F. (2022, 19 septembre), « Vulnerable countries demanded global tax to pay for climate-led loss and damage ». *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2022/sep/19/vulnerable-countries-demand-global-tax-to-pay-for-climate-led-loss-and-damage> ; Nichols, M. (2022, 20 septembre), « Polluters must pay, says UN chief, urges taxes to help climate victims ». Reuters. <https://www.reuters.com/business/environment/polluters-must-pay-says-un-chief-urges-taxes-help-climate-victims-2022-09-20/>
- 138 Burton, D., Lin H. (2020, décembre), Global military spending, sustainable human safety and value for money, *Transform Defence*. <https://transformdefence.org/publication/value-for-money/>
- 139 <https://global-gnd.com/>
- 140 <https://pactoeosocialdelsur.com>
- 141 Akuno, K., Sandwell, K., Fernanda, L., Browne, J. (2022, septembre), From Crisis to Transformation. What is Just Transition?, Transnational Institute. <https://www.tni.org/en/publication/from-crisis-to-transformation>
- 142 *Transform Defence* (2020), Green New Deal Plus. <https://transformdefence.org/transformdefence/economics/green-new-deal-plus/>
- 143 Deloitte (2017), 2017, US aerospace and defense sector export and labor market study. <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/manufacturing/us-2017-us-A&D-exports-and-labor-market-study.pdf> ; Crawford, C. (2019, juin), Pentagon Fuel Use, Climate Change, and the Costs of War, Watson Institute, Brown University. <https://watson.brown.edu/costsofwar/papers/ClimateChangeandCostofWar>
- 144 <https://www.defense.gov/About/>
- 145 Leibow, S. (2021, 25 août), A Just Transition For Defense Industries? Lessons from Fossil Fuel Transitions, National Priorities Project. <https://www.nationalpriorities.org/blog/2021/08/25/just-transition-defense-industries-lessons-fossil-fuel-transitions/>
- 146 The British Academy (2022, mars), Decarbonising and diversifying defence in the United Kingdom and United States: A Workers' enquiry for a just transition. <https://www.decarbonising-defence.co.uk/s/DDD-Full-Report.pdf>
- 147 Watson Institute, Costs of War – employment impact <https://watson.brown.edu/costsofwar/costs/economic/economy/employment>
- 148 Lin, H., Burton, D. (2022, septembre), Military Emissions, Military Spending & Green New Deals, *Transform Defence*. <https://transformdefence.org/publication/military-emissions-military-spending-green-new-deals/>
- 149 Morena, E., Krause, D. et Stevis, D. (ouvrage collectif) (2019) Just Transitions: Social justice in the shift towards a low-carbon world. Londres, Pluto Press.



Transnational Institute (TNI) est un institut international de recherche et de plaidoyer qui s'engage à construire une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI a servi de lien unique entre les mouvements sociaux, les universitaires engagés et les décideurs politiques.

www.TNI.org

Stop Wapenhandel

Stop Wapenhandel est une organisation indépendante de recherche et de campagne opposée au commerce et à l'industrie de l'armement. Elle fait campagne contre les exportations d'armes vers les pays pauvres, les régimes non démocratiques et les pays en zone de conflit. Elle s'oppose également au financement du commerce des armes par les gouvernements, les banques et les fonds de pension.

www.stopwapenhandel.org

TIPPING POINT NORTH SOUTH

Tipping Point North South (TPNS) est une coopérative qui soutient et lance des projets créatifs, axés sur des campagnes, qui font avancer l'agenda mondial de la justice sociale. Il s'agit d'une coopérative « pour le bénéfice de la communauté » au service de la « communauté » à tous les niveaux – du local au national en passant par l'international – en particulier sur les questions de justice sociale, économique et environnementale.

www.tippingpointnorthsouth.org